ISSN 1022 – 2448

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

14 mai 2007
7e année
No 18

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Programmation d'une élection présidentielle française

par Jean-Claude Manifacier, Montpellier

Je veux m'intéresser dans cette analyse à l'influence, nous devrions plutôt dire à l'absence et donc la non influence, de la politique internationale dans les élections présidentielles françaises. J'essaierai de montrer que cette absence a été en fait médiatiquement planifiée. Lors d'un sondage «sorti des urnes», 9% des personnes interrogées précisaient que les enjeux internationaux avaient influencé leur vote. Ce n'est pas si mal pour un sujet pratiquement absent du discours. Les préoccupations de politique intérieure sont légitimes mêmes si elles sont souvent sans grande conséquence sur la marche du Monde. Je crois cependant que c'est la position d'un candidat sur tel ou tel sujet de politique internationale qui permet d'évaluer sa capacité de jugement moral. Le Président dispose de la puissance militaire, l'utilisera-t-il dans le sens du bien et de la justice?

Plus particulièrement ensuite, pourquoi la grande presse, à l'inverse des informations obtenues sur le Web, amplifie-t-elle tel ou tel évènement alors que tel autre, bien plus important sous tous ses aspects, est banalisé.

On ne peut pas parler de mensonges, ou de déni d'information, mais d'un phénomène bien pire: une information extraordinairement dissymétrique, jusqu'à l'intoxication, où des évènements de peu d'importance sont répétés, amplifiés, commentés en boucle alors que d'autres, bien plus graves, sont présentés comme des faits divers puis vite oubliés, quand ils ne sont tout simplement évacués du discours ou de l'analyse.

Les pratiques courantes des grands groupes médiatiques

Quelques exemples: pourquoi *Bush* (père et fils) responsables de millions de morts paradent sur les écrans alors que *Milosevic* meurt en prison? Pourquoi le terrorisme est-il toujours musulman mais jamais américain ou israélien? Il est utile à ce sujet de rappeler le propos visionnaire de *Simone Weil* concernant le terrorisme d'Etat: «Un meurtre commis par un gouvernement […] est cent fois pire, ou plutôt infiniment pire, que cent meurtres commis par des individus irresponsables». (S. Pétrement in «La vie de Simone Weil», *Fayard* (1973)) Pourquoi *Wolfowitz,* théoricien de la Deuxième guerre d'Irak, organisateur de l'opération tempête du désert complètement dévalué dans sa gestion de la Banque Mondiale, est-il toujours présenté, après un tel bilan, comme un tacticien brillant, un visionnaire ou un idéaliste? Pourquoi la plupart des journalistes sont capables de donner le nom de l'un des soldats israéliens enlevés mais ne connaissent aucun des noms de palestiniens exécutés sommairement après leur arrestation ni de l'un des 11 000 prisonniers (femmes et mineurs compris) en Israël? M. *Bôle-Richard* dans *Le Monde* du 8 mai, rappelle que: «ce sont près de 40% des hommes de Palestine qui ont goûté la paille des cachots israéliens». N'est ce pas plutôt ce type d'information qui devrait être répété dans la grande presse? Faites l'effort d'imaginer que cela se passe en France!

Pourquoi l'Iran fait-il partie de «l'axe du mal» (l'Iran n'a jamais déclenché une seule guerre en 200 ans) alors que les USA s'autoproclament «axe du bien» (Les USA ont bombardé près de 40 pays ces 60 dernières années). Pourquoi les assassinats de Palestiniens sont-ils toujours ciblés et les cibles toujours palestiniennes? Pourquoi les nombreux morts civils en Afghanistan ou en Irak sont-ils oubliés en 24 heures? Pourquoi? Pourquoi? Pourquoi? … C'est l'absence d'explications satisfaisantes à toutes ces questions qui conduit à s'interroger sur l'objectivité réelle des médias. L'analyse de ces élections présidentielles permet, concernant un sujet apparemment moins chargé moralement, d'illustrer quelques-unes des pratiques courantes des grands groupes médiatiques.

62% ont voté pour les candidats de droite

Nicolas Sarkozy a donc été élu Président de la République Française. Son score (53%) a été qualifié de «sans appel», «écrasant», «raz de marée» etc. par les divers médias alors que sa comparaison avec les résultats des élections présidentielles antérieures montre qu'il n'en est rien. De plus, la somme des voix des différents candidats de «droite» au 1er tour: Sarkozy (31,18%), *de Villiers* (2,23%), *Bayrou* (18,57%), et *Le Pen* (10,44%) dépassait 62%. Nul n'est propriétaire des voix de ses électeurs, mais de Villiers et Bayrou ont toujours conclu des alliances, au cours des élections législatives antérieures, avec le parti de Sarkozy. Quant à Le Pen, son électorat s'est toujours porté à ces mêmes élections sur le candidat de droite lorsque son propre candidat avait été éliminé au 1er tour. Il en a été de même, à ces élections présidentielles, malgré son appel à l'abstention. Cependant, et en plus grand nombre que d'habitude, de nombreux électeurs de la droite nationale qui traditionnellement reportaient au 2ème tour, leurs suffrages sur le candidat de la droite «classique» ne l'ont pas fait cette fois. Un sondage sorti des urnes évalue à 20% ce report sur Mme *Royal* et à 20% d'abstentions et votes blanc ou nul.

L'importance de l'axe Usraélien

Cette enflure médiatique pro-Sarkozyste est en fait la conséquence d'un non-dit beaucoup plus inquiétant: si vous voulez bénéficier de la bienveillance des médias, il est nécessaire d'être pro américain et pro israélien, caractéristiques ouvertement affichées par le candidat Sarkozy.

Simone Weil écrivait en 1943, l'année de sa mort, dans son livre testament «L'Enracinement»: «Il y a des hommes qui travaillent huit heures par jour et font le grand effort de lire le soir pour s'instruire. Ils ne peuvent pas se livrer à des vérifications dans les grandes bibliothèques. Ils croient le livre sur parole. On n'a pas le droit de leur donner à manger du faux. Quel sens cela aurait-il d'alléguer que ces auteurs sont de bonne foi? […] Un aiguilleur, cause d'un déraillement, serait mal accueilli en alléguant qu'il est de bonne foi». Le public se défie des journaux, mais sa défiance ne le protège pas. «Tout le monde sait que, lorsque le journalisme se confond avec l'organisation du mensonge, il constitue un crime. Mais on croit que c'est un crime impunissable. Qu'est ce qui peut bien empêcher de punir une activité une fois qu'elle a été reconnue comme criminelle? D'où peut bien venir cette étrange conception de crimes non punissables? C'est une des plus monstrueuses déformations de l'esprit juridique». La télévision n'existait pas alors et la radio n'avait pas l'importance qu'elle a aujourd'hui. Il y a peu de doutes que c'est, et que cela sera dans le futur, la position de tel ou tel candidat vis-à-vis de l'axe Usraélien qui décidera en grande partie du «sort» des urnes.

La carrière de Villepin brisée par un déchaînement médiatique

Rappel: lors de la préparation de la Deuxième guerre d'Irak, en 2002–2003, la population française était à 80% hostile à une entreprise qu'elle pressentait de nature impérialiste et dont elle ne découvrira que plus tard qu'elle était bâtie sur les plus effroyables mensonges. Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, *Dominique de Villepin,* était alors, suite à son intervention à l'ONU, au sommet de sa popularité. Il serait trop long de rappeler ici le danger que présenta alors sa probable candidature à la Présidence dans les milieux atlantistes. La carrière de Villepin fut brisée à l'occasion du déchaînement médiatique qui suivit le projet de réforme assez mineur du CPE (Contrat de Première Embauche) en 2006. *R. Bacqué* rappelle (mais c'est après les élections), *Le Monde* du 10 mai: «Sans craindre de choquer; c'est d'ailleurs d'un week-end de luxe à Venise, les 1er et 2 avril 2006, que M. Sarkozy alors ministre de l'intérieur, avait téléphoné à des responsables syndicaux pour les assurer de son opposition personnelle au contrat première embauche. Le contraste entre son week-end et la situation de tension en France ne l'avait pas gêné». Tout cela permit alors de préparer la candidature de Sarkozy, lui aussi très populaire, tout en gommant autant que possible, par la suite, une position par trop atlantiste.

La politique étrangère a ainsi été la grande absente des préoccupations médiatiques au cours des derniers mois du scrutin sauf dans le cas où elle pouvait être favorable à Sarkozy. Par exemple, seul un article du journal *Le Monde,* et ceci quelques jours avant le 1er tour, questionnait les seuls candidats très politiquement corrects sur ce plan: Sarkozy, Royal et Bayrou. Le Pen, dont les positions anti-impérialistes sont connues, n'était pas invité à donner son avis. Le sujet fut ensuite abordé entre les deux tours de scrutin au cours du débat télévisé médiocre Sarkozy/Royal. Il fût expédié en quelques minutes, en fin d'émission, avec les incantations habituelles concernant l'Iran et l'entreprise de diversion du Darfour. Les drames, bien réels ceux-là et bien anciens aussi, de l'Afghanistan, de la Palestine et de l'Irak n'ayant même pas été abordés.

Le gouvernement US est la cause directe de la mort de 2 millions de personnes

La diabolisation de Mme Royal: elle a été primaire mais terriblement efficace. Elle a consisté à présenter toute initiative de Mme Royal susceptible de déplaire au parti de l'étranger comme une gaffe voire de l'incompétence, l'amplification médiatique prenant ensuite le relais. Nous avons ainsi assisté à l'inversion des principes aristotéliciens de causalité et de non contradiction: Les conséquences espérées d'une diabolisation de Mme Royal précédant la médiatisation de telle ou telle gaffe «supposée».

Ainsi, sa rencontre avec un dirigeant du Hezbollah au Liban (pays détruit partiellement par Israël quelques mois auparavant) sera violemment critiquée puis présentée comme de l'incompétence alors que l'entrevue de Sarkozy avec Bush ne sera que discrètement commentée. Rappelons que le gouvernement US est la cause directe, suite à 12 ans d'embargo et quatre ans de guerre, de la mort de 2 millions de personnes, que les réfugiés sont millions ainsi que les déplacés et que le pays est détruit pour plusieurs générations (voir pour ce seul jour du 8 mai, les articles de *A. Buncombe* dans l'Independent et *P. Isaac* dans l'*International Herald Tribune* IHT). Il est ainsi intéressant de constater

Suite page 2

Nicolas Sarkozy – et maintenant?

par Jean-Paul Bled, Paris

Les électeurs français ont donné à *Nicolas Sarkozy* une nette victoire qui lui assure une incontestable légitimité. Celle-ci ne dispense pas de s'interroger sur la suite. Or, force est de dire que l'avenir est pavé d'incertitudes.

Puisqu'une élection présidentielle se joue largement sur l'image, Nicolas Sarkozy doit d'abord sa victoire à l'impression d'énergie inhérente à son personnage. Appuyé sur un parti dont il a fait une redoutable machine, il a conduit une campagne très professionnelle, d'autant plus qu'il s'était préparé à cette échéance depuis 5 ans. Face à lui, malgré un talent évident, *Ségolène Royal* a souffert de ne pas bénéficier d'un soutien unanime du parti socialiste où, sans compter un reste de misogynie, certains ont eu du mal à se reconnaître dans sa liste réformiste.

Selon toute probabilité, l'UMP, le parti de Nicolas Sarkozy, gagnera les élections législatives des 10 et 17 juin. Le passé a montré que les électeurs confirment, quand ils ne l'amplifient pas, leur choix de l'élection présidentielle. Assuré d'une large majorité à l'Assemblée Nationale, Nicolas Sarkozy aura donc les coudées franches.

Sans faire un procès d'intention au nouveau Président de la République, il faut bien admettre que les motifs d'inquiétude sont nombreux. On en relèvera deux principaux.

Le système Sarkozy fait peser une menace sur la démocratie française. Le déroulement de la campagne a clairement mis en évidence les liens très étroits entre Nicolas Sarkozy et les présidents de grands groupes industriels et médiatiques. *TF1, LCI, EUROPE I, RTL, LE FIGARO, L'EXPRESS, LE POINT, PARIS-MATCH*, pour ne citer que quelques exemples, n'ont cessé de se faire les porte-voix du candidat Sarkozy, tandis que tout leur était bon pour tenter de dénigrer Ségolène Royal. Aussitôt après l'élection, l'affaire du voyage à Malte et de la croisière sur un yacht de luxe appartenant à *Vincent Bollorée,* un des grands patrons du secteur médiatique, est emblématique de cette collusion.

Sur le terrain de la politique étrangère, comment ne pas être inquiet? L'*International Herald Tribune* titrait, après la victoire de Nicolas Sarkozy: «Le nouveau meilleur ami de Bush en Europe» et *Fox News* exultait. On se souvient comment, en octobre 2006, le candidat Sarkozy fustigea à New York l'«arrogance» de la politique française en Irak. Dans le même registre, les liens de Nicolas Sarkozy avec Israël sont connus. Ils font craindre une inflexion de la politique française au Proche-Orient. Il est à redouter que la politique arabe de la France ne soit mise à mal.

Il y a enfin le dossier européen. On sait que le nouveau Président entend faire ratifier, par la voie parlementaire, un mini-traité, au mépris du rejet massif du traité constitutionnel par les Français lors du référendum du 29 mai 2005. On en revient au rapport de Nicolas Sarkozy à la démocratie. Une telle procédure s'apparente à un déni pur et simple de démocratie.

Certes, on peut toujours faire un rêve et espérer que la fonction change l'homme. Mais, sous cette réserve, il faut se rendre à l'évidence: des jours sombres s'annoncent. •

Après l'élection de Sarkozy, les temps vont être durs pour les Français, à moins que ...

ds. Si lors de la campagne pour l'élection présidentielle française ni les principaux candidats ni les médias n'ont dit des choses fondamentales, en revanche la presse financière a, deux jours déjà après l'élection de Sarkozy, précisé où allait mener la politique du futur président. Le 8 mai, la *Neue Zürcher Zeitung* a consacré trois pages entières à ce sujet.

Sarkozy, un «Américain à Paris»

Le journal rapporte tout d'abord les propos de quelques représentants de gouvernements étrangers et avant tout la voix de l'Amérique. L'administration *Bush* salue sans réserves la décision des électeurs français. Le futur président est considéré à Washington comme proaméricain et Bush se réjouit de travailler avec *Sarkozy.* «Le porte-parole de George W. Bush s'est réjoui de ce qu'après son élection, Sarkozy ait déclaré que les Etats-Unis pouvaient compter sur l'amitié de la France qui sera toujours aux côtés de l'Amérique quand elle aura besoin d'aide.»

Le pompon revient au commentaire particulièrement euphorique du *New York Sun*. Dans un article intitulé «Un Américain à Paris», le quotidien écrit: «Le résultat de l'élection signifie que c'est George Bush en personne qui a été élu Président de la République française. L'ascension de Nicolas Sarkozy ne peut être que positive pour l'Amérique.»

Berlin veut réactiver avec Sarkozy le Traité constitutionnel de l'UE

La chancelière allemande *Merkel* croit que la collaboration avec Sarkozy sera «très bonne». Jusqu'à maintenant, la tâche principale de la présidence allemande de l'UE, la réanimation du Traité, est restée à l'état d'esquisse. Le gouvernement fédéral espère que l'élection de Sarkozy donnera un nouvel élan au dossier.

Soulagement à Bruxelles

Pour la même raison, un grand soulagement a été manifesté à Bruxelles par *Barroso,* le Président de la commission européenne. Sarkozy avait déjà, en septembre dernier, esquissé un projet sur la manière dont on pourrait éviter, au moyen d'un «mini-traité», un autre référendum contre le Traité constitutionnel et il déclarait dimanche soir que la France était de retour en Europe.

La Grande-Bretagne souhaite une politique économique et sociale sur le modèle anglo-saxon.

«Les médias britanniques ont parlé d'un mandat clair pour un changement urgent de politique économique et sociale, naturellement sur le modèle anglo-saxon.» Le quotidien ultraconservateur *Daily Telegraph* affirme que Sarkozy a promis une «révolution française» et le journal de gauche *The Guardian* constate un brusque virage à droite qui changera la France et la gauche française.

La joie règne également en Europe centrale et orientale

De Sarkozy, politicien qui éprouve «une sympathie marquée pour l'homme mobile, travailleur et sobre, comme le personnifient les gens d'Europe centrale et orientale», on attend plus que de son prédécesseur incapable de mener à bien des réformes et dont on n'a pas oublié les remontrances dans les débats autour de la guerre en Irak.

Dans la plupart des journaux hongrois, l'élection de Sarkozy a été considérée comme positive. Le journal de la gauche libérale *Nepszabadsag* fait remarquer que Sarkozy est un de ceux qui ont reconnu que «même la France glorieuse ne sera pas en mesure de retenir la mondialisation et qu'elle doit de nouveau travailler davantage pour être compétitive.»

Un mandat clair pour des réformes économiques

La *Neue Zürcher Zeitung* devient vraiment concrète dans ses pages économiques: Le résultat des élections présidentielles françaises est à interpréter comme un mandat clair en faveur de réformes économiques. La nette majorité obtenue grâce à une participation élevée réfute l'opinion selon laquelle la France et sa population seraient hostiles à l'idée même de réformes. L'objectif est maintenant de retrouver la compétivité internationale perdue et de mettre la France au diapason de la mondialisation. La liste des réformes économiques aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé couvre un large éventail: droit du travail, finances de l'Etat et réforme de l'imposition, pensions et retraites, services publics, droit de grève et syndicats.

Le droit du travail et les relations entre les partenaires sociaux devront changer profondément: les employeurs et les syndicats ont pour mission de se mettre d'accord sur un contrat de travail unique, à durée indéterminée, à droits progressifs, plus simple en matière de licenciements économiques. Les «droits des syndicalistes devront être réduits».

Ce qui s'annonce sous des dehors flatteurs – «mandat pour un renouveau», «réforme économique sur le modèle anglo-saxon», «contrat de travail à droits progressifs» – n'est rien d'autre que l'application brutale d'une idéologie qui veut soumettre dans le monde entier les hommes et les ressources naturelles à la recherche impitoyable du profit. La mise en pratique de cette idéologie signifie insécurité de l'emploi, réduction des pensions et des retraites, privatisation des services publics et démantèlement des syndicats notamment.

Qui s'étonnera de ce que, pour imposer ce capitalisme sauvage, une «large base allant jusqu'à la gauche» doive être constituée. Car si la gauche n'applique pas elle-même le programme de mondialisation, comme cela se passe dans beaucoup d'autres pays, il faut au moins l'intégrer afin de neutraliser les protestations que l'on attend de la part de la population. Les temps vont être durs pour les Français. A moins que les prochaines élections législatives envoient contre toute attente des signaux clairs dans une autre direction. •

Source: *Neue Zürcher Zeitung* du 8/05/07

«Programmation d'une élection ...»
suite de la page 1

que ces statistiques médiatiques, si elles sont assez fréquemment rapportées, ne le sont que comme des données brutes. Elles ne sont que très rarement analysées sur le plan moral. Il n'y a jamais de rappel sur les causes, pourtant bien connues, de ces massacres. Nous avons là une illustration du relativisme moral qui prévaut massivement dans les médias. Dans un autre registre; si par exemple, Ségolène ne connaît pas le nombre exact de sous marins atomiques français, c'est beaucoup plus grave que Nicolas qui ignore qu' Al Quaida est un mouvement sunnite.

Il ne reste plus ensuite, une fois fabriqué l'évènement, qu'à l'amplifier médiatiquement. Donnons quelques exemples récents, tirés de la presse anglo-saxonne, qui illustrent cette connivence transnationale: *John Lichfield,* dans l'Independent du 6 avril, parle des nombreuses gaffes de Mme Royal en janvier et février, puis le 10 «d'une candidate socialiste peu convaincante». *Dominique Moisi* dans l'IHT du 13 et dans un registre plus sexiste parle d'une: «beautiful woman» opposée à un: «energetic and gifted man». *John Vinocur* précise dans l'IHT du 16 «qu'elle n'est pas assez compétente pour diriger un grand pays» etc. Toute cette manipulation médiatique programmée explique que dès le 19 février John Vinocur pouvait écrire (IHT) que Mme Royal était en «mauvaise position» dans sa course à l'Elysée alors que M. Sarkozy (son candidat favori dans ses nombreux articles) était l'homme «d'une série de performances télévisuelles remarquables». Et ceci en toute impartialité bien sûr.

Le hold-up

Les médias seront particulièrement efficaces dans leur traitement du hold-up par le sarkozysme du lepénisme. Lorsque *JM Le Pen* parlait des valeurs patriotiques, du drapeau, du travail, du mérite, du danger d'une immigration incontrôlée ou faisait chanter la Marseillaise dans ses meetings etc., c'était le diable qui s'exprimait par sa bouche. J'ai le souvenir très précis de la campagne présidentielle de 2002 où 90% des journaux télévisés furent consacrés à la diabolisation systématique du candidat Le Pen présent alors au second tour. Nous avions droit aux excuses en direct des électeurs qui avaient (tout à fait par mégarde) voté au 1er tour pour lui et qui ne recommenceraient plus jamais, promis juré, jusqu'aux maires qui avaient parrainé sa candidature mais qui avaient été trompés et qui le regrettaient beaucoup. Sarkozy est allé beaucoup plus loin en parlant de «racailles» concernant les jeunes des banlieues et de leur nettoyage au «karcher» tout ceci sans émoi médiatique excessif. Il y a d'ailleurs un article très intéressant et par ailleurs très élogieux de J. Lichfield sur Nicolas et Cécilia (Independent, 12 mai). Il parle des difficultés conjugales du nouveau président qui sont l'explication, selon lui, des mots: racaille et karcher. C'est probablement ça le culot journalistique, mais enfin, quand on aime on n'est pas regardant sur les louanges. Par ailleurs, il rappelle aussi que la presse nationale a été, pendant toute la campagne, particulièrement et très justement muette sur ces difficultés. Je suis bien d'accord avec lui. Je me permet d'avoir quelques doutes cependant concernant l'état de cette discrétion médiatique si une telle affaire avait concerné un (une) des autres candidat(e)s. (Le lecteur incrédule peut se reporter au traitement par les grands médias qui suivit le divorce de JM Le Pen il y a quelques années pour avoir une petite idée de l'élasticité de la déontologie dans cette profession).

Un nouveau commerce triangulaire

Sarkozy est un partisan du pillage de la matière grise: l'immigration choisie plutôt que subie, formule soft pour un nouveau commerce triangulaire où les meilleurs étudiants ou diplômés européens iront aux USA pendant que les étudiants ou les élites des pays pauvres iront en France ou en Europe. Dans son discours sur l'état de l'Union (le 30/01/06), le Président des Etats-Unis dans une déclaration dénuée de sens moral, se réjouissait de pouvoir attirer les plus brillants étudiants. Il annonçait un doublement du financement consacré à des programmes de recherche fondamentale, les budgets de recherche militaire étant eux en croissance exponentielle. Un rapport récent de la *National Science Foundation* précise ainsi que les boursiers ou «post-doctorants» étrangers sont majoritaires aux Etats-Unis, toutes disciplines confondues (51%) allant jusqu'à 58% pour certaines disciplines (santé, biologie et engineering).

Sarkozy deviendra-t-il l'homme des Américains, remplaçant Tony Blair?

Le plus important pour les donneurs d'ordre était de s'assurer que le Président français s'accommoderait des futures aventures impérialistes en particulier en Iran ou au Darfour. – Mission accomplie. – Il n'utilisera pas son droit de véto au Conseil de Sécurité de l'ONU. Sarkozy a d'ailleurs été félicité, dès son élection, par des gens et organismes aussi «différents» que: *Bush, Blair,* le CRIF *(Conseil Représentatif des Institutions juives de France)* … jusqu'au Président fantoche d'Irak. Il a annoncé qu'il équilibrerait la politique étrangère dans un sens plus favorable aux Israéliens. Il me semble que cela était déjà largement le cas. Le Président français deviendra-t-il l'homme des Américains, remplaçant un Tony Blair défaillant? Sera-t-il l'homme des grosses fortunes? Les réformes fiscales promises au cours de sa campagne le laissent penser et sa déclaration, souvent répétée aux journalistes: «Si j'échoue, je partirai dans le privé, j'ai envie de gagner de l'argent», est sans ambiguïté et rappelle la formule du ministre *F. Guizot:* «Enrichissez-vous». Ou alors, maintenant élu, sera-t-il plus autonome. *Ortega y Gasset* disait: «L'Homme c'est lui et les circonstances»: Il sera en particulier intéressant de voir son choix pour le ministère des Affaires etrangères. Ira-t-il jusqu'à prendre le néoconservateur *Pierre Lellouche?* Ou alors, concernant l'Afghanistan, retira-t-il les troupes françaises de ce pays comme il l'a annoncé au moment où les Américains souhaitent que ces effectifs augmentent.

Les résultats des élections législatives qui suivront dans un mois peuvent encore modifier la dynamique politique actuelle. En général un Président élu trouve une majorité à sa convenance. Cela va cependant dépendre de la position du «Mouvement Démocrate» de F. Bayrou. Je crois peu vraisemblable qu'il fasse une alliance avec l'UMP, parti de Sarkozy et encore plus improbable qu'il s'allie avec des socialistes. Le parti socialiste ressemble d'ailleurs de plus en plus à une auberge espagnole. Il est difficile de prévoir son évolution: soit vers un parti démocrate à la sauce US et donc très atlantiste soit vers un parti social démocrate à l'européenne dont on peut souhaiter qu'il s'affranchisse de la tutelle des lobbies. Cela va beaucoup dépendre de la personnalité réelle de Mme Royal qui semble vouloir conserver un rôle dirigeant dans cette transformation. Il y aura donc probablement des triangulaires où le rôle dévolu jusqu'à présent au FN et qui a mainte fois favorisé les candidats socialistes reviendrait au parti de F. Bayrou.

Et puis la fuite aux Etats-Unis?

Oui, vraiment, les journalistes ont remplacé les Dieux pour bénir Sarkozy. Cet homme qui aime l'argent et le pouvoir, même quand il ne se rase pas, comprendra-t-il que la France a besoin de retrouver ses racines, qu'un grand pays n'a jamais été une juxtaposition de communautés qui vivent leur vies en s'ignorant. Ou alors veut-il imposer d'avantage de communautarisme pour que l'échec du modèle américain, tous les jours plus patent sauf pour une petite minorité de nantis, devienne ainsi moins visible? Nicolas Sarkozy me semble bien éloigné de la définition que donnait Simone Weil de l'Enracinement: «L'Enracinement est peut-être le besoin le plus important et le plus méconnu de l'âme humaine. C'est un des plus difficile à définir. Un être humain a des racines par sa participation réelle, active et naturelle à l'existence d'une collectivité qui conserve vivants certains trésors du passé et certains pressentiments d'avenir. Participation naturelle, c'est-à-dire amenée automatiquement par le lieu, la naissance, la profession, l'entourage. Chaque être humain a besoin d'avoir de multiples racines. Il a besoin de recevoir la presque totalité de sa vie morale, intellectuelle, spirituelle, par l'intermédiaire des milieux dont il fait naturellement partie».

Le philosophe *Michel Onfray,* interviewant Nicolas Sarkozy en février *(Philosophie Magazine)* rapportait cette remarque du futur Président: «Nous naissons bons ou mauvais et, quoi qu'il arrive, quoi qu'on fasse, tout est déjà réglé par la nature» puis lui confiait: «qu'il n'avait jamais entendu rien d'aussi absurde que la phrase de Socrate: ‹Connais toi toi-même›». L'homme élu, prédestiné à la Présidence, n'avait en quelque sorte aucun besoin d'introspection. Un tel homme, aussi peu préoccupé par sa nature profonde, pourra-t-il s'intéresser aux aspirations du peuple qui l'a choisi? Probablement pas. Bush et Blair dirigent aujourd'hui avec moins de 30% d'opinions favorables et la complicité sans faille de milieux médiatiques et financiers non soumis à la sanction électorale. Il est possible que d'ici cinq ans Nicolas Sarkozy se retire aux USA comme son épouse, «fière de ne pas avoir une goutte de sang français dans les veines», le déclarait à la journaliste *E. Sciolino* (IHT du 26 avril) qui l'interrogeait sur son avenir: «Aux Etats-Unis, faisant du jogging à Central Park». •

L'importance de la démocratie directe pour le monde entier

par M. et W. Wüthrich, économistes, Zurich

La situation politique dans le monde ne cesse de faire peur: Les guerres, notamment au Proche- et Moyen-Orient, se sont multipliées et semblent interminables. De nouvelles guerres sont imminentes. Dans les pays où les guerres ont cessé de déferler, comme c'est le cas sur le terrain de l'ancienne Yougoslavie, les questions politiques sont loin d'être résolues, les suites de ces guerres déployant toutes leurs forces dévastatrices. Les années marquant la fin de la guerre froide avaient pourtant nourri les aspirations d'une évolution paisible – aspirations qui ont cédé la place à la déception et la frustration devenues générales. Qu'est-ce qui a conduit l'humanité à un tel échec?

Dans le domaine économique, les avertissements ne sont en rien moins préoccupants. Des sociétés de participation (private equity) gardant bien leur anonymat, passent à l'achat, par exemple en Suisse, d'une entreprise traditionnelle après l'autre, et ceci à un rythme saccadé. Ainsi les entreprises, créés et consolidées par des générations, dégénèrent-elles en purs objets de vente, exposées au jeu vertigineux et risqué des grandes bourses. Entretemps, les grandes entreprises à dimension globale pratiquent leur gigantisme sans limites. Ces entreprises-là sont normalement gérées à partir de centres très éloignés, tendant à échapper ainsi à tout contrôle démocratique ou gouvernemental. Des institutions telles que l'UE ou l'OMC engendrent les préalables politiques à la base de cette évolution. Ce cadre-là offre des conditions de rêve aux dites sociétés de participation (private equity) et aux soi-disants *Hedge Funds*. Ceux-là s'y trouvent entièrement à l'aise, heureux comme des poissons dans l'eau. A les voir agir, on a l'impression que rien ne les préoccupe sinon les profits les plus rentables que l'on puisse imaginer. On assiste, de nos jours, à une véritable danse autour du veau d'or. – Face à tout ceci, le monde peut-il se sauver? Les alternatives à de telles défaillances existent-elles?

Le «modèle suisse»

Une étude du Fonds national, intitulée «Démocratie au niveau des communes»,[1] vient d'analyser la vie politique dans les communes suisses. Entre les lignes, le lecteur averti peut en dégager maints avis porteurs de réponses aux questions politiques et économiques qui nous préoccupent: Chacun sait qu'en Suisse plus de 7 millions d'habitants, appartenant à quatre langues et cultures différentes, cohabitent paisiblement depuis longtemps. Ils sont répartis sur 26 cantons et 3000 communes environ à dimensions très variées. Chaque commune dispose d'une histoire à elle. Nombreuses communes sont très petites, ne totalisant sur leur terrain que quelques centaines d' habitants, tandis que la plus grande, la ville de Zurich, en compte 400 000. En comparaison avec la moyenne européenne, ces structures se caractérisent par leur décentralisation et leurs dimensions réduites. Ce qui est connu, aujourd'hui, dans le monde entier comme le «modèle suisse» fut essentiellement créé dans les communes. Il faut chercher là les raisons pour lesquelles la Suisse n'est pas membre de l'UE. Ses structures fédérales, liées aux petits espaces et ancrées dans la démocratie directe, ne s'y adaptent pas.

La réussite innée à la responsabilité directe qui caractérise la libre participation du citoyen aux besognes de la commune a encouragé, lors de l'histoire helvétique, le transfert de celle-ci aux niveaux supérieurs aussi. Aujourd'hui, les structures liées à la démocratie directe couvrent les domaines les plus importants des affaires publiques, aussi bien au niveau cantonal qu'à celui de la Confédération. Ainsi les décisions d'intérêt public les plus importantes, telles que le taux de la fiscalité par exemple, se font partout au vote général. Il y eut ces dernières années, au niveau fédéral, même une votation en matière d'armement ou les citoyens ont décidé s'ils voulaient, oui ou non, que l'armée suisse soit dotée d' avions de combat du type F-18.

Small is beautiful

L'analyse de Monsieur Ladner, soutenue par le Fonds national, affirme une fois de plus que la démocratie est plus vive et plus variée dans les petites communes que dans les grandes agglomérations. M. Ladner a interpellé 1500 citoyens vivant dans des communes à dimensions variées sur leur attitude face à la politique locale et sur leurs activités politiques. A la différence des pronostics pessimistes répandus dans nos médias, il s'est avéré que la collaboration volontaire dans l'administration communale est toujours très répandue dans les petites communes. L'enquête montre en plus que l'intégration sociale du citoyen, son contentement, sa compétence politique et sa confiance dans les responsables politiques s'accentuent nettement davantage dans les petites communes que dans les grandes. Or, pour mettre les choses au point: Dans les petites communes, la démocratie est plus vive et plus directe. Par ailleurs, on dispose aujourd'hui de plusieurs études qui confirment sans exception: Les petites communes se caractérisent aussi par leurs atouts en matière de finances. Ainsi, *M. Vatter,* professeur à l'université de Berne, a démontré que dans les régions à petites communes, les coûts de l'administration et les dettes par habitant sont nettement inférieurs à ceux engendrés par les grands centres administratifs.[2] En plus, le niveau de vie élevé en Suisse met en évidence que les structures décentralisées, à dimensions réduites et ainsi contrôlables, n'empêchent en aucune sorte le développement économique du pays, à l'encontre des fausses accusations répandues par ceux qui prêchent le centralisme politique.

En dépit des atouts évidents dont disposent les unités politiques à dimensions réduites permettant l'éclosion de la démocratie directe, les communes suisses, aussi bien que les cantons, sont incités par certains, avec pression grandissante, à se dissoudre dans des entités

Suite page 4

(Bild haro)

Le principe de libre choix, base d'une démocratie efficace

par René Roca, historien

Dans les pays démocratiques, on observe depuis le milieu des années 80 un «processus de réforme» permanent qui va en s'accentuant. Mis à part le fait que ces derniers temps, il présente un aspect de plus en plus antidémocratique, la question se pose de savoir si certains projets sont nécessaires et dans quel but ils sont menés. A en croire certains politiques, le mieux serait de déclarer obligatoires les innovations dans les domaines de l'école et de la politique sociale. Des politiciens élus démocratiquement n'hésitent donc pas à «faire passer» certains projets par des moyens coercitifs. Cela représente un danger pour la démocratie. Celle-ci implique en effet des droits mais aussi des devoirs. Ces devoirs n'ont cependant rien à voir avec des contraintes. On ne peut pas les imposer d'en haut, car dans une société démocratique, ils ont pour but de créer un ordre nécessaire. L'éducation et l'école ont pour fonction de transmettre ces devoirs. Dans une démocratie, c'est uniquement du lien entre la liberté et l'ordre que naît le «bien commun».

C'est dans ce cadre que l'individu contribue librement à la réussite de la vie sociale. Tous ceux qui ignorent ce lien et essayent d'employer des moyens coercitifs pour atteindre leurs objectifs non déclarés ouvrent la voie à la dictature. •

Entretien avec un conseiller municipal d'une petite commune de Suisse occidentale

Horizons et débats: Qu'est-ce qui rend les petites communes si attractives?

Conseiller municipal Wismer: Je pense que les petites communes souvent indépendantes avec leurs cinq ou sept conseillers représentent la solution la plus efficace et la plus humaine pour une vie en commun paisible. On peut et on doit coopérer avec les autres communes, là où c'est raisonnable. Et cela se fait aujourd'hui partout (par exemple dans les domaines de l'école, de l'élimination des déchets, du réseau de l'eau potable etc.), sans qu'on abandonne pour cela son indépendance.

Est-ce que cette forme de la vie en commun n'est pas chère et trop peu efficiente?

Non, tout au contraire. Il s'agit ici de deux vues fondamentalement différentes de la vie en commun. Le chemin souvent préconisé actuellement se présenterait ainsi: Plusieurs communes sont regroupées. Les devoirs sont délégués à des soi-disant professionnels qui gèrent ensuite depuis une centrale toute une région ou une vallée constituée d'un grand nombres de communes. Ce chemin est cher et ne peut en aucune manière concurrencer les communes où des personnes qui y sont liées s'engagent personnellement et vivent eux-mêmes dans le sens du bien public.

Est-ce que vous pourriez préciser ces corrélations?

Je pense que l'indépendance des communes apporte d'énormes avantages. Cela se montre partout. Une grande partie des communes suisses se trouve sur des bases financières solides. En général, leurs bilans annuels sont positifs ou leurs déficits sont limités. Figurez-vous: si un des sept conseillers est paysan, l'autre professeur, le troisième retraité, le quatrième menuisier, la cinquième mère qui élève seule ses enfants, le sixième entrepreneur en bâtiment et le septième spécialiste en informatique – combien d'expériences sont rassemblés dans un tel organe. Les besoins et demandes des habitants du village seront ainsi compris et ils trouveront quelqu'un qui s'en occupera de façon compétente au niveau humain aussi bien que professionnel. Cela est très précieux. Quand je m'imagine comme on s'adresse facilement jour et nuit par exemple au président de la commune ou aux autres conseillers et qu'on peut discuter ainsi beaucoup de questions concernant la vie en commun, comme on peut apaiser des conflits et même souvent trouver une solution! Le président et les conseillers de la commune y vivent souvent déjà depuis des années ou y ont même passé leur enfance. Ils sont liés aux habitants et leurs besoins leur sont familiers. Ils ont un engagement sincère qui est en rapport avec la communauté. Ils veulent s'engager à titre bénévole et résoudre les problèmes qui se posent. Cette proximité et ce rapport étroit, cet enracinement dans la population et la région apporte à mon avis une qualité qui aboutit à une «vraie efficacité» dans l'administration des communes. Dans aucun cas, on doit abandonner cela.

Je pense que cette manière de voir les choses ne se base pas uniquement sur la question de l'efficacité économique, mais elle met au centre l'homme et le bien public. Outre cela, l'idée que l'administration d'une grande commune est meilleur marché que celle de cinq ou dix petites communes s'est entre-temps avérée fausse. Dans le dossier de la conférence de presse du 11 juillet 2006 l'administration communale de la ville de Zurich écrit sous le titre «Les conséquences financières des concentrations de communes»: «En général, on surestime le potentiel de faire des économies. On ne peut pas prévoir en détail les économies, et plus tard, c'est difficile à les prouver.»

Comment est-ce qu'on pourrait réenforcer cette manière de voir les choses?

Il faut qu'on propage ces idées si précieuses au foyer et à l'école; c'est possible. Et la conséquence en serait qu'un nombre croissant de citoyens se mettrait à disposition pour porter de la responsabilité pour le bien public.

Si la petitesse a tant d'avantages: Comment vous expliquez l'augmentation de la pression politique et financière sur les unités politiques anciennes de s'unifier dans des grandes unités? Dans le canton des Grisons par exemple les petites communes sont désavantagées dans la péréquation financière, seulement parce qu'elles sont petites.

C'est très simple: Il y a des stratèges politiques influents qui poussent vers l'adhésion à l'Union européenne. L'adhésion de la Suisse avec ses environ 3000 communes indépendantes serait tout simplement impossible. C'est pour cela qu'on veut changer fondamentalement la structure de la Suisse en ce qui concerne l'autonomie des communes. L'ancien président du Conseil des Etats *Bruno Frick* l'a formulé clairement: «L'adhésion à l'Union européenne n'est pas compatible avec le système politique de la Suisse.» (Journal de la COOP du 23/2/05)

Nous vous remercions de cet entretien.

Finlande

Pour la première fois en Europe, un parlement élit un gouvernement libéral-vert

Selon *Bruno Kaufmann* (Radio DRS), le Parlement finlandais a élu pour la première fois en Europe une coalition libérale-verte. Les sociaux-démocrates ne sont plus au gouvernement. Pour *Matti Vanhanen,* 51 ans, élu Premier ministre, il était très important d'avoir les Verts dans le nouveau gouvernement situé au centre droit. Le week-end passé encore, ces derniers voulaient rompre les négociations sur la coalition avec le parti centriste de Vanhanen, les conservateurs et le parti de la minorité suédophone.

En effet, les conservateurs, qui avaient obtenu de très bons scores aux élections, avaient demandé une nouvelle centrale nucléaire. Pourtant Vanhanen, qui était autrefois un adversaire de l'énergie nucléaire et en est aujourd'hui un timide partisan, n'a pas perdu son sang-froid et a fait quelques pas en direction des Verts bien qu'il n'ait pas besoin d'eux pour former la majorité parlementaire. Outre la promesse d'être beaucoup plus réservé en matière d'énergie atomique dans le programme gouvernemental, Vanhanen a veillé à ce que le petit groupe des Verts obtienne dans son gouvernement de 20 ministres deux portefeuilles importants, celui de la Justice et celui du Travail.

Avec cette concession, Vanhanen a montré qu'il voulait réaliser ce que la plupart des quelque 5 millions de Finlandais et de Finlandaises ont demandé avec leur bulletin de vote: une politique libérale aux accents écologistes. Car en Finlande, comme dans d'autres Etats occidentaux, la justice sociale n'est plus prioritaire dans les programmes politiques; elle a cédé la place à la sauvegarde de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique. Il était donc logique que les sociaux-démocrates qui, en Finlande, comme du reste dans toute la Scandinavie, ont été au pouvoir pendant des décennies, soient renvoyés dans l'opposition. Pour la première fois en Europe, un gouvernement associant la droite et les Verts entame son travail. Outre un programme environnemental de grande ampleur, le gouvernement d'Helsinki promet une baisse des impôts, une libéralisation économique et une politique d'immigration plus ouverte. Or les sociaux-démocrates, plutôt nationaux-conservateurs, s'y étaient toujours opposés. Pour les Verts finlandais, le fait d'assumer des responsabilités dans le gouvernement n'est pas nouveau. De 1995 à 2002, ils faisaient partie d'une coalition, mais c'était une coalition de centre gauche. Avec leurs nouveaux partenaires, ils peuvent se forger maintenant encore davantage une image de parti réformateur centriste. Toutefois, en même temps, ils risquent de perdre leur crédibilité s'ils acceptent qu'à l'avenir, le gouvernement prenne moins de mesures écologiques.

Dans le nouveau gouvernement, il y a plus de femmes que d'hommes. C'est également une première européenne, mais le pays perpétue là une tradition puisque les Finlandaises furent en 1906 les premières femmes d'Europe à obtenir le droit de vote et d'éligibilité.

Le gouvernement promet des réformes, également en politique extérieure. L'accord de coalition précise qu'une demande d'adhésion à l'OTAN sera déposée le cas échéant, par exemple si la situation de la démocratie en Russie se détériore davantage. Mais pour l'instant, c'est la présidente de la République, *Tarja Halonen,* une sociale-démocrate, qui reste responsable des relations avec Moscou. •

Source: *Echo der Zeit, Radio DRS* du 17/4/07

Commentaire

Les prochaines guerres contraires au droit international seront-elles menées au nom de l'environnement?

par Rainer Rothe, avocat, Radolfzell (Allemagne)

Depuis quelque temps déjà, nous observons un déplacement des valeurs, également au plan juridique. La justice sociale, fondement de l'économie sociale de marché et par conséquent des démocraties stables, n'est plus en vogue. Ce que l'ont veut, c'est «une politique libérale aux accents écologistes». «En Finlande, comme dans d'autres Etats occidentaux, la justice sociale ne figure plus en tête des objectifs politiques, elle fait place à la sauvegarde de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique.» Ce qui s'est passé en Finlande pour la première fois au niveau d'un Etat, fait, à entendre Madame *Merkel,* apparemment partie du programme pour toute l'Europe. Une politique néoconservatrice, qui, dans sa brutalité, ne se soucie plus de la dignité de l'homme telle quelle est garantie par les droits de l'homme, inscrite dans la nature humaine et affirmée par toutes les grandes religions. Sa composante la plus importante est l'idée que tous les êtres humains, de par leur nature, naissent égaux en droits. Elle nous oblige tous à pratiquer la justice sociale et à respecter l'autre parce que chaque être humain est unique.

Quiconque abandonne dans son programme politique la justice sociale au profit de la protection de l'environnement transgresse le principe du respect de la création et de la dignité de l'homme. On tente ainsi fondamentalement de dénaturer notre système de valeurs en le rendant inhumain.

On ne parle plus du tout des quatre principes énoncés lors de la fondation du parti des Verts: écologie, Etat social, refus de la violence, démocratie de base. Ce qui a commencé au niveau gouvernemental avec *Joschka Fischer* et sa guerre au Kosovo, menée en violation du droit international, se poursuit aujourd'hui. Depuis quelque temps déjà, on débat en Allemagne de projets constitutionnels qui font passer l'environnement et sa protection avant la protection de l'homme. Chacun devrait se demander à quoi cela nous mènera et nous a déjà menés. En Allemagne également, il y a des hommes politiques influents au sein de la CDU (Union chrétienne-démocrate) qui rêvent depuis quelque temps déjà d'une coalition entre la droite et les Verts. La politique du parti «Bündnis 90/Die Grünen» (Alliance 90/Les Verts), dont la capacité à participer à des crimes de guerre a été prouvée par Joschka Fischer, n'est pas en contradiction avec cette idée. Pourtant ce sont les hommes qui font la politique.

Apparemment, il faudrait quand même disposer d'un droit de grève générale politique, comme l'avait demandé le groupe parlementaire «Die Linke/PDS» (La gauche/PDS) au Bundestag, pour faire barrage au projet inhumain consistant à remplacer la justice sociale par une fallacieuse politique de l'environnement, l'objectif étant de soumettre l'homme à une dictature.

Nous, citoyens, devons être conscients que dans le monde entier, une paix juste n'est pas possible sans justice sociale. N'est-ce pas cette paix que les mouvements de citoyens commençaient à demander au début des années 80? Eh bien, le moment est venu! •

Rainer Rothe, avocat à Radolfzell, est membre fondateur du *GAL Hamburg Altona* (= groupement politique faisant partie du *Bündnis 90 / Die Grünen).* A 18 ans, il était le plus jeune député de l'assemblée de l'arrondissement d'Altona. Plus tard, il entra au SPD (Parti social-démocrate) et s'occupa pendant quelque temps de la politique sociale au Bureau régional des Jeunes socialistes à Hambourg jusqu'à ce qu'il décide de travailler comme juriste puis comme avocat.

Des députés anglais demandent l'annulation de l'interdiction des LTTE

Lors d'un débat de fond sur le conflit du Sri Lanka, un nouveau groupe d'intérêts hors partis a demandé au gouvernement de *Tony Blair* d'annuler l'interdiction des *Tigres de libération de l'Elam tamoul* (LTTE) et de donner aux dirigeants politiques des LTTE la possibilité de s'exprimer devant le parlement britannique pour mieux faire comprendre leurs points de vue.

Les deux députés, *Keith Vaz* du Parti travailliste et *Simon Hughes* des démocrates libéraux, ont demandé au gouvernement britannique d'annuler l'interdiction des LTTE. Car celle-ci, en entravant tout débat sur les LTTE et les Tamouls en général, empêchait également un dialogue permettant de trouver une solution au conflit sri lankais. A cause des lois anti-terroristes, les Tamouls avaient peur de parler à cœur ouvert.

L'interdiction de différentes organisations en 2001 par le gouvernement britannique s'est fait en réaction à certains événements qui se produisaient à l'époque partout dans le monde. Les Britanniques y ont réagi en interdisant différentes organisations. Il n'y avait aucun débat sur les LTTE, mais seulement sur les instruments législatifs.

La députée *Susan Kramer* des démocrates libéraux a soutenu l'initiative, car elle est convaincue que beaucoup de Tamouls ont peur d'être stigmatisés de terroristes. Le gouvernement sri lankais stigmatise tous ceux qui s'engagent pour les Tamouls ou pour les droits humains de sympathisants des LTTE. En relevant l'interdiction, la violence du passé ne doit pas empêcher le futur dialogue. Les députés proposent ce qui suit:

1. Fin septembre, une délégation doit se rendre au Sri Lanka.
2. Le chef de l'aile politique des LTTE, *S.P. Thamilselvan* doit être invité à présenter son point de vue des événements devant le parlement britannique.
3. En juillet, il y aura une conférence à Londres réunissant des représentants du gouvernement sri lankais, des LTTE et du gouvernement norvégien. Le but de cette conférence sera de promouvoir une paix juste et digne aux Tamouls. •

Source: *www.tamilnet.de* du 3/5/ 2007

Des armes britanniques pour le Sri Lanka

Dans un débat parlementaire du 2 mai, *Joan Ruddock*, une députée du parti travailliste, a annoncé que cette année la Grand-Bretagne avait autorisé l'exportation d'armes et de matériel militaire destiné au Sri Lanka pour 7 millions de livres. La somme correspond au soutien britannique après le tsunami en décembre 2004. Ruddock critiqua qu'il s'agissait de matériel militaire dont l'emploi dans le conflit armé est imaginable. Bien que le gouvernement britannique ait respecté les règles nationales et celles de l'UE, la députée lui a fait appel d'examiner la question à savoir s'il est justifiable d'autoriser de telles exportations vers des pays en conflit. Le ministre concerné ne lui a pas répondu. •

Source: *www.tamilnet.de* du 3/5/2007

«L'importance de la démocratie ...»
suite de la page 3

politiques à dimensions élargies. Or, la question se pose: qui sont ceux auxquels une telle évolution profite. Pour l'analyser davantage, *Horizons et débats* s'est entretenu avec un conseiller communal actif, dans le but de connaître ses vues par rapport à l'enquête menée par M. Ladner (voir encadré).

Libre coopération

Peu de temps après la Seconde Guerre mondiale déjà, *Adolf Gasser* a mis en évidence que les valeurs sociales ne se développent que dans les communes libres, basées sur le principe de la libre coopération des citoyens, conscients de leur égalité en droits civiques.[3] Dans les colonnes de cet hebdomadaire on y a insisté à maintes occasions. Selon nous, voilà le fondement, aujourd'hui comme dans le passé, sur lequel les problèmes qui nous préoccupent actuellement trouvent leur solution durable – aussi bien dans le domaine politique qu'économique. Les êtres humains ne veulent pas la guerre. A l'opposé de cette idée de base et en la contrecarrant se trouve l'esprit de la subordination, de l'obéissance sans condition qui réduit le citoyen à l'état de simple sujet, habitué à suivre les ordres et à obéir. On ne peut pas nier, hélas, que c'est cet esprit-là qui a donné naissance aux grandes entités économiques en train de dominer le monde entier et poursuivant des buts bien opposés à ceux dictés par le bien commun. Ce même esprit inspire aussi d'actuelles tentatives consistant à faire disparaître de nombreuses entreprises, jadis ancrées dans leur région, à croissance lente et respectant les intérêts de celle-ci, au profit de multinationales à dimensions gigantesques, disposant d'une forte influence politique aussi. Ce même esprit de subordination dirige les acteurs qui, en Suisse, veulent centraliser la vie politique communale, prêts à former, à partir des communes évoluées dans le temps et les traditionnels cantons, de grandes entités en nombre restreint, qui s'adaptent mieux au centralisme.

Conclusion

La voie qui conduit vers la résolution durable des problèmes qui nous préoccupent passe par la libre coopération. Or, il nous incombe d'encourager toute forme de vie commune des individus qui suit ce principe. Dans le domaine politique, il s'agit principalement de défendre les communes libres et autonomes. Dans le domaine économique, ce sont les petites et moyennes entreprises et les coopératives. Face au gigantisme politique et économique ambulant, ces organismes-là ont la vie dure. Quant aux rapports inter-étatiques il s'agit de favoriser les contrats à dimensions régionales, privés de toute ambition de conquête ou de domination. Le proverbe s'affirme par là aussi: «petit» –mais grand par la qualité! •

[1] *Ladner, Andreas et Marc Bühlmann*: Demokratie in den Gemeinden – Der Einfluss der Gemeindegrösse und anderer Faktoren auf die Qualität der lokalen Demokratie, Zürich 2007

[2] *Vatter, Adrian et Markus Freitag*: Föderalismus und staatliche Verschuldung, in: Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaften (ÖZP), 33e année (2004), fascicule 2, p. 175 – 190

[3] *Gasser, Adolf:* Gemeindefreiheit als Rettung Europas, Basel 1947, p. 12

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
Imprimerie
Nüssli, Mellingen
Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Ça sent les oranges pourries …

Médias allemands, Russie et bouclier anti-missiles – Relations publiques et politique

par Heinz Loquai, général commandant de brigade à la retraite, Meckenheim

C'est par un épais silence que le premier discours tenu par *Vladimir Poutine*, président de la Fédération de Russie, devant la *Conférence de Munich sur la politique de sécurité* a été accueilli tout d'abord par l'auguste aréopage. Poutine avait exposé avec précision ses vues sur des thèmes importants de la politique extérieure et critiqué sans ambages contenu et style de la politique des Etats-Unis. Le sénateur américain *John McCain* a parlé du discours le plus agressif du président depuis la fin de la «guerre froide». *Eckart von Klaeden* a taxé l'exposé de Poutine «de prétentions directes» de grande puissance formulées par la Russie. Par cette déclaration, le porte-parole de politique étrangère de la fraction démocrate-chrétienne et chrétienne-sociale au Bundestag a prouvé surtout ses lacunes dans l'appréciation d'une position politique. D'autres politiciens allemands se sont exprimés plus directement sur les faits. Le ministre allemand de la défense a même déclaré comprendre la «sensibilité» russe, alors que l'opposition et les sociaux-démocrates voyaient dans le discours une invitation de Poutine au dialogue.

Appel aux réflexes anti-russes pour détourner l'attention des problèmes effectifs

Dans l'ensemble, les réactions politiques directes ont été plutôt modérées et reflétaient les préoccupations des intéressés. Mais les commentaires de la presse ont été tout différents. Dans la «Süddeutsche Zeitung», *Stefan Kornelius*, chef du ressort Politique étrangère du journal, attaque Poutine «qui ne voulait pas être gentil» (12 février). Son discours serait une attaque surprise des Etats-Unis et de l'Ouest. Tout comme le ministre américain de la défense *Gates*, Poutine disposerait, «après des années passées dans les services secrets soviétiques», de «beaucoup d'expérience dans les grimaces et la dissimulation». «Grimaçant et maniant l'ironie», il aurait «acculé les autres dans la défensive». Le ministre de la défense des Etats-Unis aurait tenu ses distances face à un «Poutine tapageur, tombant d'accord avec d'autres participants que l'on ignorerait avec distinction le comportement politique ordurier du président.»

Pour *Berthold Kohler*, co-éditeur de la «Frankfurter Allgemeine Zeitung», Poutine a visiblement tenté de «désigner les Américains comme la source de tous les maux et d'enfoncer ainsi un coin dans l'alliance atlantique» (12 février). Deux mois après la Conférence, *Nikolaus Busse* se penche sur le discours de Poutine. A son avis, le président Poutine pourrait boire à son succès quelques verres de mousseux de Crimée. «Par un seul discours, […] il a provoqué davantage de perturbations dans l'alliance occidentale que toutes les divisions de chars soviétiques de jadis. Il n'est pas plus difficile de scinder aujourd'hui l'OTAN» («Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 10 avril). Peu après la Conférence de Munich (15 février), *Die Zeit* présente le président Poutine comme un «demi-sel dans les vapeurs du pétrole».

Les commentaires des principaux journaux allemands confirment ce que Poutine avait dit de la «guerre froide» dans son discours de Munich: «Et comme chaque guerre, la guerre froide laisse – pour utiliser une image – le terrain jonché de munitions perçantes. Je pense aux clichés idéologiques, à l'appréciation d'après des étalons différents et à d'autres aspects caractéristiques du penser de bloc propre à la guerre froide.» Les réflexes anti-russes des médias allemands se concentrent sur la personne du président Poutine dans le langage haineux d'une guerre qui n'est pas froide du tout.

Le «bon» bouclier anti-missiles des «bons» Etats-Unis

Une partie relativement petite du discours que Poutine a tenu à Munich se rapportait à l'élargissement de certains «éléments du système de défense contre les missiles en Europe». Poutine pose la question: «Qui a besoin de faire un pas dans une direction qui aboutit inévitablement à une course aux armements? Je doute fort que les Européens aient besoin de cela.» C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier l'«expansion de l'OTAN» qui constitue une «sérieuse provocation réduisant la confiance mutuelle». Avant la Conférence de Munich déjà, les plans du gouvernement américain tendant à placer une partie de son système de défense contre les missiles en Pologne et en République tchèque ont trouvé une place de premier rang sur le calendrier des politiciens et médias allemands. Les tréteaux préférés dans ce domaine sont la «Frankfurter Allgemeine Zeitung». La relation aux discussions politiques concernant le programme nucléaire iranien est évidente.

Les «bons» offices de l'Allemagne: contribuer à une image négative de l'Iran

Le 5 décembre 2006, *Hans Rühle* s'exprime dans la «Frankfurter Allgemeine Zeitung». Qui est monsieur Rühle? Dans les années quatre-vingt, il était chef de l'état-major de planification au ministère de la défense. Dans ces fonctions, il entretenait d'excellentes relations avec le BND (service allemand de renseignements), avec la CIA et avec le Pentagone. Membre du parti démocrate-chrétien, Rühle représentait très efficacement, au sein d'un réseau germano-américain très étroit, les intérêts américains au ministère allemand de la défense. Maintenant, il contribue à la création d'une image négative de l'Iran. Sa conclusion: En moins de deux ans, l'Iran pourrait être en mesure de produire assez de plutonium utilisable dans l'armement pour fabriquer de 40 à 50 bombes atomiques.

Le 5 avril, Hans Rühle réapparaît dans les colonnes de la «Frankfurter Allgemeine Zeitung». «Selon les informations des services secrets occidentaux, la Corée du Nord et l'Iran disposeront de missiles à longue distance d'ici à 2015.» Visiblement, Hans Rühle peut tabler sur les renseignements de «services secrets occidentaux». Cette propagande a plusieurs objectifs: invoquer l'«Etat voyou» que serait prétendument l'Iran pour justifier le programme américain de missiles de défense contre les critiques de ce programme en Allemagne (le ministre des affaires étrangères *Steinmeier* se trompe: l'armement américain

Suite page 6

Milliards de dollars pour la propagande de guerre et la «démocratisation»

hd. Selon les dossiers du ministère américain de la justice, les Croates, les Albanais du Kosovo, les chefs de la Bosnie-Herzégovine et les Slovènes, adversaires des Serbes de 1991 à 2002, ont dépensé plus de USD 7 millions pour leur propagande de guerre contre la Serbie. Cette campagne médiatique a eu pour effet que l'opinion publique européenne a approuvé la guerre d'agression contraire au droit international et fondée sur des mensonges que l'OTAN a menée contre la Serbie (voir Becker, Jörg/Beham, Mira: *Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod.* Baden-Baden 2006. ISBN 3-8329-1900-7 ainsi que l'article de *Tobias Salander* dans *Horizons et débats* du 10 mars 2007).

Contre la Russie, l'*U.S. Agency for International Development* (voir *Steve Gutterman*, AP, 20/4/07) a déjà dépensé dans les USD 40 millions à titre de propagande de guerre.

D'après les *Congressional Research Service Documents,* les Etats-Unis ont dépensé officiellement USD 14,9 milliards à titre de soutien financier à la Russie de 1992 à 2006, dont 3,7 milliards dans le cadre du *Freedom Support Act,* dont le soutien financier sous la rubrique «démocratisation» a été versé à des partis, des organisations non gouvernementales et consacré à la formation de journalistes par exemple. La plus grande partie de ces fonds a servi à des missions de sécurité (sécurité et élimination d'armes de destruction massive surtout). De surcroît, plus de USD 0,5 milliard a été versé chaque année aux Etats indépendants de l'ancienne Union soviétique dans le cadre du *Freedom Support Act* (voir *www.fas.org/sgp/crs/row/index.html*).

La Russie, l'Europe, l'Allemagne et les USA

Ne tombons pas dans la mégalomanie des Etats-Unis

par Karl Müller, Allemagne

Les spécialistes savent que les gouvernements, de concert avec les agences de communication, les ONG et les médias, fabriquent, sur des sujets et des événements actuels, des opinions qui n'ont pas grand-chose à voir avec la réalité mais beaucoup de choses avec des intérêts et des objectifs politiques. Les hommes doivent être manipulés afin qu'ils suivent les dirigeants politiques et militaires dans leurs projets de guerre notamment. Ils ne le feraient jamais s'ils étaient honnêtement informés et raisonnables. *Jörg Becker* et *Mira Beham* l'ont récemment montré dans leur livre intitulé «Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod» (Opération Balkans: propagande en faveur de la guerre et de la mort), qui a déjà été présenté dans ce journal.

Le fait est aussi que les informations «occidentales» sur la Russie actuelle ont donné ces dernières années une image de plus en plus négative du pays, en particulier de la politique de son président *Vladimir Poutine* à qui l'on prête un style autocratique et une absence de scrupules en politique intérieure et des intentions impérialistes en politique extérieure. L'expression «retour au modèle soviétique», qualifiant la prétendue «mauvaise» politique intérieure et étrangère de la Russie actuelle, vise à manipuler les esprits. Et cela tombe très bien que Poutine ait été agent des Services secrets, le KGB symbolisant au plus haut degré l'horreur du modèle soviétique.

Il ne s'agit pas ici de prétendre le contraire, c'est-à-dire qu'en Russie tout va bien et que Poutine est un «démocrate pur jus». Pourtant, il faut savoir que le discours fracassant de Poutine lors de la conférence de Munich sur la sécurité en février dernier a également rencontré un écho très favorable auprès de lecteurs occidentaux sans préjugés et que le président russe a dit là une quantité de choses sur le rôle des USA dans la politique internationale qui méritent réflexion. Poutine est le seul politicien à la tête d'une grande puissance qui ne mâche pas ses mots quand il s'agit de critiquer la politique des Etats-Unis.

Aussi nous posons-nous les questions suivantes. Premièrement, sur quoi repose la critique de l'occident et en particulier celle de la politique des USA? Personne n'est plus disposé à tomber dans le panneau de la rhétorique du parti belliciste et de ses agences de communication selon lesquels les menaces américaines contre la Russie relèveraient d'une «théorie de la conspiration». Alors qu'y a-t-il de vrai dans l'affirmation selon laquelle la politique des Etats-Unis vise d'une part à déstabiliser la Russie à l'intérieur et d'autre part à l'encercler de plus en plus? Deuxièmement, que penser des critiques de plus en plus nombreuses adressées à Poutine par les médias occidentaux? Et troisièmement, comment peut-on sortir de l'actuelle confrontation?

Le regard doit se diriger également vers l'Allemagne. La politique de ce pays à l'égard de la Russie ne suit pas une ligne droite. *Gerhard Schröder,* le chancelier SPD (parti social-démocrate), avait essayé de trouver une voie allemande plus indépendante à l'égard de la politique des Etats-Unis grâce à des relations étroites avec la France et la Russie, toutes deux ayant un jugement critique vis-à-vis des Etats-Unis. En effet, l'Allemagne a été dans le passé et serait de nouveau particulièrement concernée aujourd'hui encore, ne serait-ce qu'en raison de sa position géographique, par une détérioration des rapports entre la Russie et l'Occident. A cela s'ajoute le fait, du moins d'après un article de *German-Foreign-Policy.com* du 30 avril, que l'Allemagne voudrait, avec l'aide de la Russie, renforcer sa position dominante en Europe, que cela correspondrait également aux plans du gouvernement américain pour l'Europe, mais que des Britanniques ayant des contacts étroits avec les milieux politiques américains, se seraient opposés à une Allemagne trop puissante. Celle-ci doit être de nouveau plus étroitement liée aux USA *et à eux seulement*. C'est pourquoi les attaques croissantes contre la Russie seraient notamment des attaques contre la position allemande en Europe. Il faudrait contraindre l'Allemagne à choisir entre la Russie et les USA. Les désaccords apparents au sein du groupe parlementaire CDU/CSU (Union chrétienne-démocrate/Union chrétienne-sociale) et celui du SPD cadreraient avec cette thèse, de même que les divergences à l'intérieur des partis entre une tendance purement transatlantique, dont l'objectif est une Allemagne puissante, meilleure alliée européenne des Etats-Unis (c'est le cas en particulier de l'entourage de la chancelière *Merkel*) et une tendance qui pense plus à une domination politique au sein de l'Europe continentale et ne veut se brouiller ni avec la Russie ni avec les USA (c'est le cas de l'entourage du président du SPD *Kurt Beck* et du ministre des Affaires étrangères *Steinmeier*).

Toutefois les personnes lucides ne donnent pas trop dans ces intrigues de politique de pouvoir. Le fait est qu'une politique américaine devenue mégalomaniaque ne peut et ne doit plus compter sur notre soutien mais s'attendre à être de plus en plus contestée. La question est donc de savoir si l'Europe va continuer à sombrer dans la folie des grandeurs et à participer à la confrontation grandissante avec la Russie ou si elle aura le courage et la force de s'opposer à la folie américaine avant que celle-ci ne fasse encore davantage de victimes et ne précipite le monde dans l'abîme avant de s'effondrer, comme toute folie, devant l'obstacle de la réalilté.

Ce serait déraisonnable d'abandonner cette question à la seule classe politique. Il est peu problable qu'elle s'améliore si elle ne pratique pas la démocratie directe. •

«Qui peut en faire grief à Vladimir Poutine …»

«Depuis que *George W. Bush* et son entourage néo-conservateur poursuivent leur politique unilatérale malgré certains propos se voulant rassurants adressés aux Européens et que les Etats vraiment importants s'avèrent les plus froids de tous les monstres, pour reprendre à peu près une expression de *Nietzsche*, la promesse de fidélité à la Nibelungen envoyée du Reichstag de Berlin au-delà de l'Atlantique apparaît naïve et désuète. Qui peut faire grief à *Vladimir Poutine* de ressentir comme une provocation l'établissement de nouvelles armes téléguidées à sa frontière occidentale – qui coïncide avec une «poussée à l'Est» de l'OTAN et de l'UE stimulée de Varsovie – et de prendre des contre-mesures adéquates? Parmi les critiques invétérés du Kremlin, quelqu'un s'est-il demandé comment l'opinion publique américaine réagirait si des ingénieurs russes installaient leurs systèmes de missiles – sous quelque prétexte que ce soit – au Venezuela, au Nicaragua ou à Cuba?»

Source: Peter Scholl-Latour. Deutschland muss atomar aufrüsten, dans: www.cicero.de, avril 2007

Les attaques actuelles des agences de communication contre la Russie rappellent les activités de Ruder Finn, Watermann Associates et Washington International pour préparer la guerre des Balkans

L'Europe à la croisée des chemins

*par Sergueï Lavrov**

Les Européens devraient empêcher le stationnement du bouclier antimissile américain. Sinon, de nouvelles lignes de séparation pourraient traverser le continent.

Le fait que les Américains veuillent installer en Europe une partie de leur bouclier antimissile a déclenché un débat très important pour l'avenir du continent: L'Europe a-t-elle vraiment besoin d'une défense antimissile? Cette question concerne chacun. […]

Quelle est la position de la Russie?

1. Il est inacceptable pour nous, comme pour beaucoup d'autres pays d'Europe, qu'un pays utilise le continent comme son propre territoire stratégique. Tout projet de défense antimissile unilatéral modifierait le paysage géostratégique du continent. De plus, ce serait un affront à l'égard de tous les Européens. […]
2. La Russie défend des intérêts légitimes. Elle a expliqué maintes fois clairement pourquoi elle était opposée au stationnement de bases antimissile américaines en Europe. Je peux ajouter ici qu'une nouvelle génération de missiles antimissile d'une portée de milliers de kilomètres, comportant plusieurs ogives et capables d'intercepter également des missiles hypersoniques augmenterait considérablement les capacités militaires.
3. A une époque où les «agendas secrets», c'est-à-dire les objectifs non déclarés, n'ont plus leur place, nous nous devons de mener des discussions franches qui aboutissent à une conception commune et unissent nos intérêts. Une évaluation commune des aspects technologiques, stratégiques et politiques est nécessaire. Il faudrait commencer par évaluer ensemble les menaces. […] La question est de savoir quelle est la réalité des menaces auxquelles l'installation de bases antimissile en Europe est apparemment une réponse. Nous sommes convaincus que de telles menaces n'existent pour l'Europe ou les Etats-Unis ni aujourd'hui ni dans un proche avenir. Aucun des «Etats voyous» ne possède de missiles pouvant mettre l'Europe sérieusement en danger. […]
4. Comme il n'existe pas pour le moment de signes de véritables menaces – à part celles qui peuvent naître d'actions irréfléchies par un effet de prophétie autoréalisatrice – nous avons tout le temps nécessaire pour effectuer une analyse sérieuse. Des chimères vont-elles compliquer les efforts trilatéraux de la Russie, de l'Union européenne et des Etats-Unis pour résoudre les problèmes du Moyen-Orient? Ou des crises en Irak, en Afghanistan régler le conflit à propos du programme nucléaire iranien? Voilà les problèmes qui représentent une vraie menace pour la sécurité de notre continent.
5 Les débats au sujet d'un bouclier antimissile américain en Europe constituent un tournant dans la politique européenne. Rien ne peut remplacer la collaboration en matière de politique de sécurité, qui nécessite une grande confiance réciproque, ou dans la tâche consistant à surmonter le passé et à rétablir l'unité du continent. Ou bien nous faisons un pas décisif en avant ou la politique européenne fait marche arrière et confirme ainsi les craintes de ceux qui voient dans l'extension de l'OTAN et de l'UE le danger de nouvelles lignes de séparation à travers l'Europe.

Source: Financial Times Deutschland du 11/4/07

* *Sergueï Lavrov* est ministre russe des Affaires étrangères.

Retour aux pires jours de la Guerre froide

par Hans-Christof von Sponeck

L'OTAN est un instrument de la guerre froide; depuis de longues années, il se cherchait une nouvelle mission, un nouveau rôle. La seule chose que les tenants de l'Alliance savaient est que l'OTAN avait une responsabilité militaire mais, avec la fin de la guerre froide en Europe, cette responsabilité n'existait plus, n'était plus nécessaire. D'où cette recherche désespérée d'un nouveau rôle.

Personnellement, je considère comme extrêmement dangereux que l'OTAN se présente aujourd'hui comme un instrument démocratique au service des démocraties occidentales alors qu'il s'agit, en fait, d'un instrument entre les mains des Etats-Unis pour mettre en œuvre le *Projet pour un nouveau siècle américain.* Il s'agit de cette fameuse proposition faite par les néoconservateurs états-uniens dans les années quatre-vingt dix – que l'administration Bush a convertie en stratégie nationale de sécurité pour 2000 et les années suivantes – à la réalisation de laquelle l'OTAN est censée contribuer. Les responsables politiques réunis récemment à Munich devraient refuser cette thèse.

M. *Vladimir Putin,* qui pour une fois n'a pas mâché ses mots, a exprimé ouvertement ce que beaucoup d'entre nous ressentent. Bien évidemment, ses propos ont été rejetés par ceux qui ont un autre agenda. Or, ce que M. Putin a dit recouvre une réalité.

Je suis persuadé que, à cause de cette politisation militariste de l'OTAN, un grand pas aura été fait, non seulement vers un retour à une atmosphère de guerre froide entre les principales puissances, mais également, et c'est cela le drame, vers un accroissement de dépenses en matière de défense, Chine, Russie et pays de l'Europe occidentale inclus. Dépenses qui sont déjà extrêmement élevées dans de nombreux pays; ce qui ne peut que contribuer à une escalade de la polarisation entre différents groupes dans le monde.

Le monde, en-dehors de l'Europe centrale et des Etats-Unis, n'est plus disposé à accepter une voie occidentale à sens unique. Le public n'accepte plus les demandes des puissances politiques et militaires du siècle passé. Ces jours-là sont révolus et, si l'on ne prend pas cela en compte, les choses ne feront que s'aggraver.

Pour moi, le mot clé du moment est: dialogue et diplomatie. C'est dans un esprit clairement multilatéral qu'il faut aller, et non dans l'esprit d'une superpuissance qui, dans les faits, n'en est plus une, ni économiquement, ni politiquement, ni moralement assurément, pour ne pas dire éthiquement.

Même s'il reste aux Etats Unis encore un peu de sa superpuissance grâce à la force militaire, cela ne suffira pas à sauver la *Pax Americana.* La *Pax Americana* est une chose du passé et, le plus vite nous le reconnaîtrons en Europe et plus vite nous nous préparerons à une coopération multilatérale – c'est-à-dire, autre chose qu'une coopération bilatérale ou du type OTAN – le mieux ce sera.

Question: L'OTAN participe à des guerres d'occupation ce qui est en contradiction avec sa Charte – et mène, avec la CIA, des opérations secrètes criminelles: je pense ici à l'affaire des enlèvements et des transferts de suspects dans des prisons secrètes. Si l'Europe continue de se plier et accepte l'installation de systèmes anti-missiles états-uniens dans des pays membres de l'OTAN, cela ne va-t-il pas amener à la confrontation, voire à un retour aux pires jours de la Guerre froide?

C'est insensé. Il n'y a là rien que l'on puisse défendre, et l'argument de *Condoleezza Rice,* selon lequel la Russie n'aurait pas de raisons de s'inquiéter au sujet de la mise en place de dix systèmes anti-missiles positionnés en Pologne et en République tchèque, est totalement malhonnête, parce que si l'on peut en placer dix aujourd'hui, on peut encore en placer vingt autres demain. Le seul fait que ces systèmes anti-missiles soient positionnés à la frontière de l'ancienne URSS, ou de la Russie, suffit déjà à intensifier les raisons de confrontation entre la Russie et l'Occident; sans parler de la Chine.

Nous sommes en train de créer, de modeler notre ennemi de demain. Moi, et combien d'autres dans le monde, ne pouvons accepter cette évolution. Mais nous ne comptons pas, nous sommes faibles, nous sommes considérés comme des naïfs, nous sommes considérés comme des «gens aux yeux bleus» comme le disent les états-uniens, nous ne sommes pas censés comprendre la *vision globale.*

Bien, si nous vivons dans une démocratie, alors j'ai le droit de comprendre cette *vision globale,* mais on ne m'en dit rien; on me demande seulement de m'en remettre à la bonne volonté et aux bonnes intentions d'un gouvernement comme celui de Washington. Or, je ne le puis pas, nous ne le pouvons pas, parce que nous avons été trompés tant et tant de fois par leur désinformation, par leur malhonnêteté brutale, par un pouvoir politicien au service d'un seul parti. Je suis loin d'accepter tout cela et, de ce fait, je considère l'ensemble de cette politique, visant à convaincre les gouvernements tchèque et polonais d'héberger ces systèmes anti-missiles, comme extrêmement dangereuse et déplacée. Ce n'est qu'une grossière et brutale politique de puissance dont nous n'avons pas besoin et que nous devons combattre. Ce n'est pas ce dont la paix, le futur internationalisme et la consolidation de nations et de progrès, dans l'esprit de la Charte des Nations Unies et d'autres lois internationales, ont besoin.

Source: Interview par Silvia Cattori dans Horizons et débats, N° 10 du 19/3/07

«Médias allemands, Russie et …»
suite de la page 5

en missiles posera bientôt un problème à l'Occident») et, bien entendu, pour créer une image négative de l'Iran. La combinaison des «missiles iraniens à longue distance» et des «bombes atomiques» constitue une menace d'une envergure qui pourrait finalement justifier non seulement un bouclier anti-missiles américain en Europe, mais même une attaque préventive contre l'Iran.

Dans la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» également (9 février), *Michael Rühle*, chef dur ressort Planification du service politique de l'OTAN, parle d'une «renaissance du bouclier de protection nucléaire des Etats-Unis déjà presque oublié». *Nikolaus Busse* explique aux lecteurs de la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» (22 février) ce que «Washington veut, à savoir une défense contre les missiles des voyous». Quelques semaines plus tard, Busse reproche à la classe politique allemande de ne pas avoir posé la «question essentielle». «L'Allemagne n'a-t-elle pas besoin elle aussi d'une défense contre les missiles?» («Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 10 avril). Il n'y a pas besoin de dire que la question est purement rhétorique.

Die Zeit également s'est transformé en forum relatif au bouclier anti-missiles américain, mais il organise un véritable débat contradictoire. Comme il fallait s'y attendre, *Josef Joffe*, co-éditeur de la revue, s'est fait l'avocat du projet américain. Sous le titre de «Dans le panneau de Poutine», Joffe estime que le parti social-démocrate considère les plans américains de missiles comme un affront contre la Russie. «La technique et la portée de ces armes démentent cette assertion (29 mars).» N'a-t-on pas encore remarqué dans cette rédaction qu'il s'agit non de la «technique et de la portée» des armes, mais d'un débat politique par excellence? Ne s'est-on pas demandé comment les Etats-Unis réagiraient si la Russie installait des missiles défensifs au Mexique ou à Cuba? Quel est l'objectif des Etats-Unis lorsqu'ils accélèrent l'élargissement de l'OTAN en admettant la Géorgie et l'Ukraine?

A ce sujet, prenons connaissance de la conclusion d'une émission diffusée par le «Norddeutsche Rundfunk». Monsieur *Hermann Hagena,* général commandant de brigade à la retraite y a souligné que tout prouvait qu'«un système de défense contre les missiles était simultanément la défense la plus chère et la moins sûre» contre la menace de missiles nucléaires iraniens. Mais à quoi sert réellement un tel programme?

«L'OTANisation», un placebo procédural

Depuis cinq ans, l'OTAN envisage un système de défense qui repose sur des missiles. En principe, l'adoption de ce système est décidée. Une étude de faisabilité doit examiner comment la décision de principe peut être convertie en un programme. Il faut distinguer ce projet de l'OTAN du projet national adopté par les Etats-Unis et tendant à établir en Pologne et en République tchèque une «National Missile Defense» destinée à la protection d'installations stratégiques américaines, tels les radars géants de Grande-Bretagne et du Groenland. La protection de l'Europe par ce système de défense est non le but principal, mais le but secondaire justifiant le projet en Europe. Le projet national des Etats-Unis, dont la réalisation est beaucoup plus avancée que celle du projet de l'OTAN, fait l'objet des débats et controverses politiques.

L'Allemagne tente de concilier les parties, après que le ministère des affaires étrangères eut tout d'abord formulé des critiques prudentes à propos du style de Washington. Le gouvernement allemand s'efforce d'intégrer le projet américain dans l'OTAN. Il avance l'argument que les consultations nécessaires pourraient alors être menées au sein du Conseil OTAN-Russie notamment. La chancelière s'est exprimée en ces termes: «Nous préférerions […] une solution au sein de l'OTAN et un franc dialogue avec la Russie à ce sujet» («Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 14 mars). Cette préférence accroîtrait-elle les chances de résoudre les conflits politiques?

Guère! En effet, les Etats-Unis ont indiqué à maintes reprises qu'ils n'accorderaient à personne de droit de co-décision dans ce projet qui contribue à leur sécurité nationale. Consultations oui, co-décisions non! La Russie, déçue de toute façon des simulacres de consultations qui se déroulent au Conseil OTAN-Russie, ne se satisfera pas de cette solution. La Pologne et la République tchèque, porte-boucliers obéissants des Américains, semblent également peu enclines à se réfugier sous le toit de l'OTAN. En effet, ces deux pays se promettent d'une collaboration directe avec les Etats-Unis des avantages matériels et des relations particulières améliorant leur prestige national.

On ne peut toutefois pas exclure que les Etats-Unis acceptent des consultations dans le cadre de l'OTAN. Ils donneraient ainsi au gouvernement allemand un argument qui pourrait être utilisé dans sa politique intérieure. Le gouvernement de coalition pourrait se prévaloir de consultations dans l'alliance et faire de ce simple fait un succès des efforts allemands dans la recherche d'une solution. En réalité, cette «OTANisation» ne serait rien d'autre qu'un placebo procédural et diplomatique.

Sous le toit de l'OTAN, les Etats-Unis pourraient même compter sur une large approbation, en particulier dans les pays de la «nouvelle» Europe à l'attitude anti-russe. Les conflits au sein de l'alliance seraient cachés par des compromis formels. Certaines brèches politiques de l'UE, notamment dans la politique extérieure et la politique de sécurité communes, ne devraient guère causer de soucis aux Etats-Unis, Washington ayant choisi des partenaires européens bilatéraux, à savoir la Pologne et la République tchèque, qui s'opposent à un renforcement de l'UE. Les Etats d'âme de la Russie ne causeront pas de maux de tête en Amérique. En effet, les Etats-Unis se préparent déjà à une nouvelle expansion de l'OTAN par l'admission de la Géorgie et de l'Ukraine. Ainsi, l'OTAN s'adjoindrait des Etats qui avaient fait partie de l'Union soviétique et franchiraient donc une ancienne ligne rouge politique. Cependant, de telles lignes ne sont pas des frontières politiques pour la «seule puissance mondiale», quand il s'agit d'encercler des concurrents politiques potentiels. La politique de Washington en matière de défense nationale contre les missiles en est la preuve. •

(Traduction *Horizons et débats)*

Dès l'extension de l'OTAN à l'Est manquement à leur parole par les Etats-Unis

Vladimir Poutine: «Notre attitude à propos de l'extension de l'OTAN à l'Est. J'ai déjà mentionné les garanties qui nous ont été données sans être respectées. Est-ce normal dans le cas d'affaires internationales? Contrairement à l'ONU, l'OTAN n'est pas une organisation universelle, mais constitue surtout une alliance politico-militaire. C'est le bon droit de tout Etat souverain que d'assurer sa sécurité. Mais pourquoi, lors de l'extension à l'Est, l'infrastructure militaire doit-elle se rapprocher de nos frontières? Quelqu'un peut-il nous l'expliquer? En quoi l'extension de l'infrastructure militaire prévient-elle les menaces mondiales actuelles?»

Source: Discussion après l'allocution de Poutine lors de la Conférence de sécurité tenue à Munich, le 10/2/07, traduite par RIA Novosti, publiée le 14/2/07

Le résultat d'un aveuglement idéologique

Aucun argument convaincant en faveur d'un bouclier américain contre les missiles

*par Erhard Eppler, Schwäbisch Hall**

Un bouclier contre les missiles iraniens est superflu, ce pays ne pouvant prendre le risque d'attaquer l'Ouest. Un tel système de défense n'a de sens que si l'on suppose les Iraniens complètement fous lorsqu'il s'agit de décider de la vie et de la mort de leur peuple.

Celui qui se rappelle les débats de la guerre froide concernant l'armement et le désarmement et tente de comprendre les débats actuels sur la prévention des missiles se frotte les yeux: n'ai-je rien compris à ce qui se passait alors ou ai-je perdu pied aujourd'hui?

Deux puissances nucléaires armées jusqu'aux dents se faisaient face alors, toutes deux ayant la possibilité de frapper leur adversaire mortellement, voire de le détruire plusieurs fois. Afin qu'aucune partie n'en soit tentée, chacune devait être en mesure de répliquer même après un coup mortel. Il fallait s'assurer que le meurtre impliquait simultanément un suicide. La sécurité des Etats-Unis dépendait donc non pas de la capacité d'intercepter les missiles soviétiques, mais de celle de pouvoir répliquer même dans le pire des cas.

Le fait que nous ayons survécu à la guerre froide s'explique en grande partie par cette situation et par le succès très limité des Etats-Unis dans leur tentative de se procurer un avantage décisif par un bouclier anti-missiles.

L'invulnérable domine tous les autres

Certes, tout ce qui portait le nom de guerre des étoiles à l'époque du président *Ronald Reagan* était de nature défensive. Mais si cette défensive avait fonctionné, l'offensive aurait été possible de nouveau. C'est pourquoi les Russes prennent bien garde à tous les systèmes de défense anti-missiles. L'invulnérable dominerait tous les autres. Tel était déjà le cas de Siegfried dans l'épopée des Nibelungen. Seul problème: l'endroit vulnérable où une feuille de tilleul avait empêché le sang du dragon de pénétrer dans son corps. Des feuilles de tilleul sont tombées en masse sur le corps raide de l'oncle Sam, et leurs conséquences subsistent. Mais il a pu et peut toujours riposter.

Aujourd'hui, on prétend que l'Iran pourrait peut-être – contrairement à ses assurances – propulser un missile (ou même deux ou trois?) à ogives nucléaires sur les Etats-Unis. Un bouclier serait donc nécessaire. Plus proche de l'Iran, l'Europe n'y a pas pensé – le prix d'une telle arme est exorbitant. Mais elle pourrait peut-être en profiter.

Ceux qui ont suivi les débats des années septante pourraient objecter: Quel que soit l'armement dont l'Iran disposera dans cinq, dix ou quinze ans, il ne permettra pas – et de loin – de détruire les Etats-Unis et pas davantage d'empêcher des mesures de rétorsion.

Cette constatation implique que le premier missile lancé sur les Etats-Unis conduirait en quelques heures à la destruction de toutes les grandes villes iraniennes et de toute l'infrastructure du pays. Ce qui a suffi plus d'une fois contre l'Union soviétique suffirait largement contre l'Iran. Si les responsables n'étaient pas en mesure de le constater – ce qui est peu probable – on pourrait le leur dire.

Un bouclier anti-missiles contre l'Iran n'aurait de sens que si l'on suppose les Iraniens complètement fous lorsqu'il s'agit de décider de la vie et de la mort de leur peuple. On peut mentionner les tirades fanatiques du président, le qualifier de terroriste, de président à la ben Laden, d'auteur de meurtres-suicides en mission officielle. Mais seulement en faisant une erreur de raisonnement conforme à l'idéologie du gouvernement *Bush*.

Ben Laden n'est si dangereux, si difficile à vaincre que parce qu'il ne représente aucun Etat, n'est responsable d'aucun territoire, d'aucun peuple. Il peut frapper partout et ne peut être atteint nulle part. S'il fait frapper, la personne concernée ne sait jamais où elle pourra riposter. C'est pourquoi la terreur nucléaire dévasterait notre civilisation.

Un Etat théocratique est aussi un Etat

Or, le président de la République islamique d'Iran représente un grand Etat. Un Etat théocratique est aussi un Etat. Là aussi, il y a une raison d'Etat. Qui milite contre l'anéantissement du pays. Le chef de l'Etat n'a ni le droit ni, pratiquement, la possibilité, d'ordonner à son peuple de se suicider. Aujourd'hui comme il y a quarante ans, la supériorité éclatante de leurs armes nucléaires assure les Etats-Unis contre les missiles iraniens avec une probabilité de 90% tant que plus de 50 millions d'Iraniens tiennent à la vie. Dans ce monde, il n'y a pas de plus grande sécurité. Et la sécurité garantie par un bouclier contre les missiles serait inférieure à 99%.

L'absence d'une telle réflexion s'explique par le péché originel du gouvernement Bush: la proclamation de la guerre contre le terrorisme, le 12 septembre 2001. La chasse aux criminels est devenue une guerre, les criminels ont été promus guerriers. Par là, le seuil menant à la guerre réelle a été abaissé au point que nombre d'Américains ne l'ont plus vu.

«Nous sommes déjà en guerre»

«Nous sommes déjà en guerre» ont-ils entendu quotidiennement, lorsque leur gouvernement préparait la guerre contre l'Irak. On se contentait d'aborder une nouvelle phase de la guerre qui régnait depuis longtemps. Celui qui proclame guerre la chasse aux criminels doit mener la guerre comme une chasse aux criminels, avec des primes par tête, des listes de poursuites et des potences. Cela s'est passé en Irak et a détruit l'Etat au point d'empêcher la reconstruction.

Celui qui fait la guerre à une entité non étatique, telle al-Kaida, abolit la différence entre Etat et absence d'Etat. Le mal est le mal, quel qu'il soit. Un voyou est un voyou, et il faut en attendre toute malice, toute folie. S'il y a des islamistes auteurs d'attentats suicides, pourquoi un Etat islamique ne commettrait-il pas de suicide? Un bouclier totalement superflu d'après les critères valables jusqu'en 1990 ne pourrait se justifier que de cette façon. Cependant, il peut scinder la Grande Coalition de Berlin comme toute l'Europe. Or, les Etats-Unis supportent facilement cette conséquence secondaire.

Certes, il y a des fanatiques, les auteurs d'attentats suicides. Il vaut la peine de se demander pourquoi il n'y en avait pas pendant la guerre froide, pourquoi ils sont apparus en Palestine et se sont accrus tellement pendant l'aventure irakienne. Aucun bouclier ne nous en protège. Celui qui veut mourir ne se laisse pas intimider.

Mais qu'un grand Etat, fier de soi, comptant à peu près autant d'habitants que la France, parmi lesquels se trouvent de nombreuses personnes jeunes et critiques, qu'un Etat dont l'histoire est vieille de 3000 ans commette un suicide sans raison visible, simplement par malice, parce qu'il fait partie de l'Axe des méchants, seul peut le croire celui qui est aveuglé par son idéologie. •

* *Erhard Eppler* a dirigé de 1973 à 1992 la Commission des valeurs fondamentales du parti social-démocrate d'Allemagne. Il a été l'un des principaux adversaires de la décision de l'OTAN de compléter son armement.

© Infographie: *Horizons et débats*/roho, mai 2007

Si les pays d'Europe de l'Est, membres de l'ancien pacte de Varsovie et aujourd'hui tous membres de l'OTAN (en gris foncé) formaient une ceinture neutre, cela ne serait-il pas une contribution importante à la paix entre l'Est et l'Ouest?

Plus de la moitié des Polonais (56%) sont d'avis que le bouclier anti-missiles américain ne devrait pas être établi sur leur territoire. Durant les six derniers mois, le nombre des adversaires a augmenté de 7% et a ainsi atteint celui des partisans.

Source: Le Standard du 21/3/07

«La population n'est pas seulement sceptique: elle s'oppose à la politique américaine de bouclier anti-missiles.»

Nora Krausova, historienne de la littérature, Slovaquie

«Je suis opposé à un bouclier anti-missiles, car il accroît le risque de guerre.»

Vincent Csabik, Bratislava, Slovaquie (va publier un livre sur la question nucléaire après la Seconde Guerre mondiale)

«La base militaire aurait un statut extraterritorial. Le gouvernement polonais doit donc bien réfléchir s'il peut et veut accepter cette souveraineté américaine complète sur son propre territoire.»

Maria Wagrowska, rédactrice en chef pendant de longues années de la revue des forces armées polonaises, expert militaire au Centre de relations internationales (CSM) de Varsovie.
Source: Le Standard du 1/3/07

Lors d'un référendum local, les habitants de la commune de Bohême occidentale de Trokavec, située à 20 kilomètres au sud-est de Plze, ont rejeté le projet d'une installation de radar américaine. 72 des 89 personnes habilitées à voter ont participé au vote, 71 rejetant le projet. Trokavec n'est éloigné que de deux kilomètres de la place de manœuvre de Brdy, où le radar devrait être installé.

Source: Le Standard du 21/3/07

«Le bouclier anti-missiles est très désavantageux pour nous. Il entraînera une nouvelle course aux armements et accroîtra le risque de guerre. C'est comme une nouvelle guerre froide qui commence. Nous n'avons aucune voix. La population y est opposée.»

Viera Svenkova, Bratislava, Slovaquie

«Le projet est dangereux, car il aboutirait à une nouvelle course aux armements. […] Les gens n'oublieront pas que ce gouvernement a mené les pourparlers avec les Etats-Unis, bien que 70% de la population fût opposée à l'établissement d'un bouclier anti-missiles. Une telle procédure ne devrait pas avoir lieu dans une véritable démocratie, c'est la caractéristique d'une dictature.»

Jan Tamas, président du parti humaniste tchèque
Source: Le Standard du 2/5/07

Le bouclier anti-missiles, danger pour la paix et la sécurité en Europe

Les récents plans des Etats-Unis visant à établir une station de radar en République tchèque et une station de missiles en Pologne ont provoqué de larges discussions dans les médias et la population slovaques. En tant que voisine, la Slovaquie serait en effet exposée directement à une réaction russe prévisible, comme l'a déjà déclaré le président Poutine.

De surcroît, l'établissement du bouclier anti-missiles américain pourrait aboutir à une nouvelle spirale de l'armement entre l'OTAN et la Russie, qui détériorerait encore la situation de notre économie ainsi que notre niveau de vie déjà bas.

En outre, le lecteur étranger doit savoir que presque personne ne croît chez nous que le nouveau bouclier anti-missiles doive prévenir les attaques de l'Iran et de la Corée du Nord, comme l'OTAN l'a déclaré à maintes reprises. Notre population n'a pas encore oublié les bombardements inhumains de la Yougoslavie auxquels s'est livrée l'aviation de l'OTAN en 1999.

En ce qui concerne la Slovaquie, nous regrettons que le gouvernement n'ait pu se mettre d'accord à propos de cette question importante. Le Premier ministre Roberto Fico est opposé à la station de radar, dont le ministre des affaires étrangères Ján Kubiš soutient l'établissement en Slovaquie et à l'étranger.

Néanmoins, une grande partie de la population slovaque a pris clairement position contre l'établissement d'une station anti-missiles.

Zoltán Adorján, Bratislava, Slovaquie

«Ils le disent ouvertement: les Etats-Unis veulent ériger un système mondial de défense anti-missiles. Cela implique un système mondial qui consiste en de nombreux éléments régionaux et locaux et auquel peut être recouru quand et où les Américains envisagent une guerre ou mènent des opérations militaires parce qu'ils se sentent menacés. Ils peuvent utiliser ce bouclier mobile pour protéger leurs troupes.»

Les Etats-Unis pourraient utiliser le système partout, avec ses composantes maritimes, terrestres, aériennes et interplanétaires. «Leurs troupes sont donc protégées contre toute rétorsion. Quoiqu'ils fassent, à bon droit ou à tort, ils peuvent le faire en toute impunité.» Le système de défense faciliterait donc les interventions militaires: «Une puissance peut faire partout ce qu'elle veut et les autres pays sont à sa merci.»

Toutefois, des Etats tels que la Russie et la Chine n'accepteraient pas cette situation sans réagir: ils installeraient des systèmes anti-missiles et renforceraient leur potentiel offensif. «L'ensemble de ce processus déstabilisera la situation internationale. Quel est donc le sens de ces mesures?»

Roman Kuzniar, directeur de l'Institut polonais des Affaires étrangères
Source: Le Standard du 23/3/07

La «cinquième colonne» de Washington en Russie

Le champion d'échecs Garry Kasparov, ses alliés et ses protecteurs occidentaux

par Hans-Werner Klausen

«Au mépris de toutes les règles de souveraineté …»

«Une étrange pratique est apparue dans les relations internationales depuis que Washington, au nom de la ‹liberté› et de la ‹démocratie›, lâche dans la nature une série de ‹fondations› et de ‹think tanks› pour qu'ils s'immiscent dans la politique intérieure d'Etats étrangers au mépris de toutes les règles de souveraineté.»

Source: Peter Scholl-Latour, Russland im Zangengriff, Putins Imperium zwischen Nato, China und Islam, 2006

Depuis l'assassinat de la journaliste *Anna Politkovskaïa* et la mort mystérieuse de l'ex-officier du SFB *Litvinenko,* la campagne des médias occidentaux contre le président russe *Vladimir Poutine,* qui n'avait jamais complètement cessé depuis l'arrestation de l'oligarque *Khodorkovski,* bat de nouveau son plein.

Pour de nombreux commentateurs, il est évident que c'est la faute du Kremlin. *Peter Scholl-Latour* fait partie des rares journalistes qui savent raison garder. Selon lui, Poutine est certes tchékiste, mais pas idiot. C'est juste avant sa visite en Allemagne que Politkovskaïa a été assassinée et juste avant le sommet UE-Russie que ce fut le tour de Litvinenko. Ces morts ne profitent certainement pas à Poutine. Dans le cadre de la campagne antirusse, la presse s'est largement fait l'écho d'une manifestation anti-Poutine assez lamentable qui a eu lieu à Moscou le 16 décembre 2006 (on y a dénombré à peine 2000 participants, ce qui n'est pas particulièrement impressionnant quand on pense que l'agglomération moscovite compte 18 millions d'habitants). L'orateur le plus célèbre en était le champion du monde d'échecs *Garry Kasparov.* C'est ce qui a incité l'auteur de ces lignes à porter son regard vers l'Est.

Colère des impérialistes après une affaire manquée

La campagne contre la Russie a commencé après l'arrestation de Khodorkovski. *Rainer Rupp* a écrit dans le quotidien *Junge Welt*: «La véhémence de la campagne de propagande fielleuse contre Poutine est due à la colère des impérialistes occidentaux à propos de l'échec de leurs projets d'appropriation à faible coût des richesses du sous-sol russe. Depuis que Poutine a empêché le fraudeur Mikhaïl Khodorkovski, patron de Ioukos devenu multimilliardaire du jour au lendemain en s'emparant des gisements pétrolifères russes (environ la moitié des réserves de pétrole russes), de brader ceux-ci à l'occident lors d'un gigantesque marché, les nouveaux fronts sont clairs. Après les orgies de privatisations sous le règne de l'ami des Américains *Boris Eltsine,* Poutine a, depuis son accession à la présidence, peu à peu repris le contrôle des ressources naturelles russes. Les impérialistes occidentaux sont extrêmement scandalisés de cette répression des «droits de l'homme» capitalistes et ils profitent de toutes les occasions pour présenter à l'opinion occidentale Khodorkovski, et maintenant Litvinenko, comme des martyrs et des victimes de «Poutine le Terrible». (*Junge Welt*, 20/12/2006)

Attaque néoconservatrice de la Russie

Le 28 septembre 2004 a été publiée une lettre ouverte contre la politique de Poutine signée par 115 Européens et Américains. Parmi les signataires se trouvaient des néoconservateurs, des impérialistes libéraux et des Verts.[1] En décembre 2004, Washington réalisait une autre avancée dans son encerclement de la Russie grâce à la «Révolution orange» de Kiev. Le 12 août 2005, l'ancien directeur du *Programme russe et eurasien* de la *Fondation Carnegie* (*Carnegie Endowment for International Peace*) *Anders Aslund* (cosignataire de la lettre ouverte) publiait un rapport intitulé *Putin's Decline and America's Response*. Il adressait des recommandations au gouvernement américain, l'appelant à financer une nouvelle révolution, cette fois en Russie. Il écrivait: «L'aide américaine doit avant tout permettre de surveiller les élections. L'expérience a montré que ce sont les ONG qui sont le mieux à même de remplir cette mission … Les Etats-Unis peuvent aider à organiser des sondages à la sortie des bureaux de vote le jour des élections. Ce qui s'est révélé particulièrement efficace, ce sont les manifestations de protestation dans les pays de la région organisées par des organisations estudiantines comme *Otpor* en Serbie, *Kmara* en Géorgie, *Subr* en Biélorussie et *Pora!* en Ukraine. Leurs méthodes sont bien connues. Elles doivent et peuvent être propagées en Russie également.»[2]

D'ailleurs, au bureau bruxellois de la *Fondation Carnegie* (qui fait également partie des sponsors d'ONG) siège *Robert Kagan,* cofondateur de l'organe de référence des néoconservateurs *Weekly Standard* et du *Projet pour un nouveau siècle américain*. La femme de Kagan, Victoria Nuland, a été, de 2003 à 2005, conseillère adjointe pour la sécurité nationale du vice-président Cheney et est depuis 2005 ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'OTAN. Dans sa biographie officielle, on peut lire: «Diplomate de carrière, elle fut principale conseillère adjointe à la sécurité nationale du vice-président Cheney de juillet 2003 à mai 2005 où elle travailla sur la totalité des questions globales, dont la promotion de la démocratie et de la sécurité en Irak, en Afghanistan, en Ukraine, au Liban et au Moyen-Orient en général.»[3]

Des Russes de l'ombre qui défendent les intérêts américains

En novembre 2005, le Congrès américain a voté un budget 2006 de 4 millions de dollars pour le développement des partis politiques de Russie. Ceux qui ont lu les communiqués à ce propos ou le rapport Aslund comprendront que la Douma ait adopté fin 2005 une nouvelle loi sur le contrôle des activités des ONG. Pour Aslund, le meilleur candidat dans le rôle de chef des activités anti-Poutine était *Mikhaïl Kassianov,* qui entretient d'étroites relations avec des oligarques comme *Berezovski* et *Leonid Nevzlin,* ancien associé de Khodorkovski qui fut Premier ministre de janvier 2000 à février 2004. En 2005, Kassianov a fait savoir qu'il serait candidat à la présidence en 2008. Il a fondé son propre parti, l'*Union populaire démocratique*, et s'est allié avec le *Front citoyen uni* de Garry Kasparov. La *Fondation Heinrich-Böll*, favorable à l'opposition à Poutine, a écrit à propos de Kassianov: «Aux yeux de la plupart des Russes, son image continue d'être étroitement associée à la crise économique et à la corruption qui régnaient sous Eltsine.»[4]

Garry Kasparov, qui se dit «citoyen russe et cosmopolite», est la seule personnalité de l'opposition à Poutine qui soit populaire dans tout le pays. La plupart des politiciens libéraux ont tout fait, à l'époque Eltsine, pour se rendre impopulaires. Kasparov – «né en 1963 à Bakou, sur la mer Caspienne, sous le nom de *Garik Weinstein»,* comme le précisait le 18 décembre 2006 le journal *die Welt*, qui lui est favorable – n'est connu qu'en tant que champion d'échecs. Pronostiquant pour l'année 2006 une inévitable crise de système, il possède, avec le *Congrès citoyen panrusse* et le *Front citoyen uni*, ses propres organisations politiques. Fait également partie du *Congrès citoyen panrusse* la libérale *Irina Khakamada,* candidate à la présidence en 2004. Les chefs des partis libéraux en place – l'*Union des forces de droite* (SPS) et le parti *Jabloko*, dirigé par *Grigory Yavlinski* – ne sont pas enclins à reconnaître Kasparov comme leur nouveau leader, mais Kasparov a d'autres alliés.

Kasparov, citoyen américain et membre de *think tanks* néoconservateurs

Kasparov, qui possède la double nationalité russe et américaine, a demandé, le 16 décembre 2006, que la Russie soit exclue du G-8. Une demande semblable avait déjà été faite plus tôt par le «prince des ténèbres» néoconservateur *Richard Perle* et les sénateurs favoris des néoconservateurs *Jon McCain* et *Joseph Lieberman*. Le 2 décembre 2006, Kasparov publiait dans le *Wall Street Journal* un article intitulé «Chessboard Endgame: obsessed with Iraq, we've lors sight of the rest of the world» [«*We*» fait référence aux Etats-Unis.].[5] Il y demandait une politique plus dure à l'égard de la Russie et, à propos de l'Irak, il écrivait: «However, if you attack Iraq, the potential to go after Iran and Syria must also be on the table.» C'est là la propagande belliciste que font entendre également *Richard Perle, Michael Ledeen, William Kristol* ou *Frank Gaffney.*

Kasparov est lié aux néoconservateurs non seulement par ses idées mais également institutionnellement. Il est membre du *National Security Advisory Council (NSAC)* du think tank militariste *Center for Security Policy (CSP)* dirigé par Frank Gaffney, protégé de Richard Perle. Parmi les autres membres du NSAC figurent des intellectuels néoconservateurs, d'anciens fonctionnaires du gouvernement, des généraux et amiraux à la retraite (la plupart d'entre eux étant probablement liés au complexe militaro-industriel par des contrats de conseillers) et des représentants de l'industrie de l'armement. Les présidents d'honneur du Conseil sont le sénateur républicain *Jon Kyl* (proche de la droite chrétienne) et *James Woolsey* (président, de 2002 à 2005, du conseil d'administration de l'«organisation de défense des droits de l'homme» *Freedom House*, vice-président du cabinet de conseil en stratégie *Booz Allen Hamilton* [un des plus importants mandataires du gouvernement], propagandiste de la «quatrième guerre mondiale» et chef de la CIA de 1993 à 1995).[6] En tant que chef de *Freedom House*, Woolsey a

Suite page 9

Instruments divers destinés à promouvoir la «démocratie»

Extrait d'un rapport du ministère américain des Affaires étrangères

«Les USA donnent la priorité à l'action des défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme en Europe et en Eurasie. Ils poursuivent leur politique consistant à soutenir les gouvernements de la région dans ce sens, cela souvent en collaboration avec d'autres alliés démocratiques et dans des forums multilatéraux. Ils ont recours à une série d'instruments pour soutenir concrètement, en 2006, la lutte en faveur de la démocratie et des droits de l'homme. Il s'agit de formations destinées aux fonctionnaires, aux médias, aux partis démocratiques et aux représentants d'ONG, à la surveillance d'élections et de procès criminels, à l'aide à la formation de groupements de la société civile et de structures gouvernementales, d'assistance technique et juridique, de subventions et d'ouverture de marchés. […]

Les Etats-Unis ont encouragé des processus démocratiques et la tenue d'élections honnêtes en soutenant par exemple le développement de partis politiques en Biélorussie, en renforçant des groupements d'électeurs en Serbie – y compris des groupements de militantes féministes et de jeunes – et en soutenant les efforts internationaux en faveur de la surveillance internationale d'élections en Ukraine. En vue des élections de 2007 et de 2008 en Arménie, les Etats-Unis ont aidé à améliorer le système électoral, à actualiser les listes d'électeurs, à informer l'opinion sur les scrutins et les principes démocratiques, et à renforcer les partis politiques. Les Etats-Unis apportent un soutien analogue aux Russes en vue d'élections libres et équitables à la Douma de décembre 2007 et des élections présidentielles de mars 2008. Cela en formant des partis politiques, des représentants des médias sur la manière de rendre compte des questions politiques controversées, et des associations d'électeurs. […]

Les USA ont également apporté une aide technique et un soutien à des groupements de la société civile russe, à des ONG, à des think tanks, à des syndicats et des organisations de surveillance pour renforcer leur participation active à la collectivité. […]

En Russie ont été réalisés plusieurs programmes américains destinés à promouvoir l'indépendance des médias en améliorant les normes professionnelles, les pratiques commerciales et le journalisme socialement responsable.»

Source: Supporting Human Rights and Democracy: The U.S. Record 2006 (chapitre Europe and Eurasia) du 5/4/2007

Des ONG instruments d'Etats étrangers

Vladimir Poutine: «En ce qui concerne les ONG, elles sont très actives en Russie. Oui, nous avons introduit un nouveau système d'enregistrement. Il se distingue peu de ceux d'autres pays. Les ONG elles-mêmes ne nous ont pas adressé de remarques à ce sujet. Nous n'avons refusé l'enregistrement à pratiquement aucune ONG. Il y a deux ou trois cas d'objections formelles et les ONG sont en train de corriger certains passages de leurs statuts, etc. Aucune n'a été refusée pour des raisons de fond essentielles. […]

Qu'est-ce qui nous inquiète? Je peux le dire et je crois que tout le monde le comprendra: Quand des ONG sont financées par des gouvernements étrangers, nous les considérons comme des instruments utilisés par ces Etats étrangers pour réaliser une politique dirigée contre notre pays. C'est le premier point. Le second est le suivant: Dans tous les pays, il existe des règles concernant par exemple le financement des campagnes électorales. Or des pays étrangers assurent ce financement par le biais d'ONG et cela n'est pas admissible. Est-ce normal dans une démocratie? C'est un financement occulte que la société ignore. Pouvez-vous me dire en quoi c'est démocratique? Non, vous ne le pouvez pas. Vous ne le pourrez jamais. C'est un moyen utilisé par un Etat pour en influencer un autre.

Toutefois nous tenons à ce que la société civile se développe en Russie, qu'elle critique les autorités et aide le pouvoir à découvrir leurs erreurs et à corriger la politique dans l'intérêt de la population et en cela nous soutiendrons la société civile et les ONG.

Source: Discours de Poutine à la Conférence de Munich sur la sécurité, le 14 février 2007

«Epargnez-nous votre démocratie à l'américaine»

Le Kremlin accuse les Etats-Unis de se mêler des affaires intérieures russes

Le vice-Premier ministre russe a accusé les Etats-Unis de se mêler des affaires intérieures de Moscou et a défendu la démocratie russe des tentatives de Washington de faire avancer l'agenda de liberté du président Bush.

Dans une interview parue le 10 avril dans «Financial Times» *Sergeij Ivanov,* un des fonctionnaires les plus anciens en service du gouvernement russe a défendu la bonne réputation de la démocratie russe tout en décrivant avec émotion les exemples qui ont été présenté au peuple russe comme histoire de succès de la démocratie.

«Si le ministère américain des Affaires étrangères déclare officiellement: ‹Nous allons donner de l'argent aux ONG›, il est évident qu'on se mêle de nos affaires intérieures», a dit Ivanov.

Ivanov a déclaré que les démocraties développées avaient même des conditions plus sévères pour les ONG étrangères que la Russie. En disant ceci, il s'est référé au rapport du ministère américain des Affaires étrangères intitulé «Soutenir les droits de l'homme et la démocartie: le rapport US 2006» [cf. p. 8] qui a été publié le 5 avril et dans lequel les progrès démocratiques en Russie, la situation actuelle des ONG et la sécurité juridique sont vivement attaqués. Le ministre des Affaires étrangères russe a également critiqué ce rapport avec véhémence.

«Imaginez qu'un parti politique américain ou anglais soit financé par l'étranger. Qu'en dirait-on? On dirait qu'on n'en veut pas. Et nous, nous n'en voulons pas non plus», a déclaré Ivanov.

Lorsqu'on lui a rappelé son article pour le «Wall Street Journal» – dans lequel le responsable officiel pour le développement et l'innovation économique et futur ministre de la Défense avait décrit l'ingérence de l'extérieur comme la menace la plus importante de la Russie – Ivanov a cité la dernière débâcle d'espionnage dans laquelle l'ambassadeur britannique officiel *Marc Doe* a été pris en flagrant délit quand il communiquait avec un agent couvert.

«Nous l'en avons confondu et nous avons montré au monde entier ce qu'il en était de l'ambassadeur de sa Majesté», a-t-il ajouté.

Ivanov a tenté de dissuader l'Occident de soutenir des mouvements agissant contre le gouvernement actuel.

«La situation économique et politique en Russie est aujourd'hui très stable...Ce sera de l'argent jeté par la fenêtre. Il sera dépensé en vain. Il n'y aura pas de dividende».

Il a refusé de parler de l'empoisonnement radioactif de *Litvinenko* qui a provoqué un soupçon de Guerre froide entre la Russie et l'Occident.

«Je n'ai rien à ajouter à ce que je viens de dire, qu'il n'a jamais été détenteur de secrets d'Etat», a-t-il déclaré.

Ivanov a dit que les Russes voulaient la démocratie en tant que telle, mais non pas si elle était imposée de l'extérieur.

«La démocratie est ce qu'il y a de mieux», a-t-il ajouté.

L'homme d'Etat russe a souligné les différences nationales et culturelles qui marquent le développement démocratique et il a stigmatisé la politique unilatérale qui se dessine les dernières années sur la scène internationale. Dans son discours controversé prononcé lors du Congrès de sécurité de Munich *Vladimir Poutine* «a dit à haute voix ce que beaucoup avaient déjà dit sous le couvert», a-t-il déclaré.

«Il est naïf de penser qu'en Chine ou dans le monde arabe se développera une démocratie anglo-saxonne.»

«Les principes généraux devraient être les mêmes partout. Mais on ne peut pas tout mettre dans le même sac … et forcer tout le monde d'avoir la même démocratie.»

Ivanov a défendu le rapport de démocratie russe et il a dénoncé comme étant insensées les méthodes actuellement utilisées pour accélérer le processus démocratique. «N'oubliez pas, nous avons une démocratie très jeune, elle n'a que 15 ans. Vous, vous vivez dans la démocratie depuis des siècles. On ne peut pas simplement planter une démocratie comme on plante des pommes de terre.»

Il a utilisé un gros mot pour décrire la situation dans les pays mises en évidence par les Etats-Unis et surtout par *George W. Bush* comme des bornes milliaires de la démocratisation.

«Si les gens voient ce chaos [...] total, excusez le gros mot, ils diront qu'ils n'ont pas du tout besoin de démocratie. Désignez un Tzar, payez nos salaires et épargnez-nous votre démocratie.»

«L'Irak et d'autres figures de proue de la démocratie que nous voyons autour de nos frontières, comme la Géorgie et l'Ukraine discréditent [le concept] de la démocratie».

Source: *RIA Novosti* du 19/4/07
(Traduction *Horizons et débats)*

«La ‹cinquième colonne› de Washington …»
suite de la page 8

fait partie des tireurs de ficelles de la Révolution orange.

Instigateurs des «révolutions» de Belgrade, Tiflis et Kiev

Peu avant le sommet du G-8, Kasparov et Kassianov ont organisé à Moscou, sous le nom d'*Autre Russie*, une conférence anti-Poutine à laquelle participaient également des diplomates occidentaux et des représentants d'organisations occidentales connues dans ce domaine (*Council of Foreign Relations*, *National Endowment for Democracy*, *Project on Transitional Democracies*, *Fondation Heinrich-Böll*, *Fondation Carnegie*). Bruce Jackson, du *Project on Transitional Democracies* (une des personnalités les plus importantes du réseau des néoconservateurs et des militaristes et qui fait partie, comme Kasparov, du CSP) a mis au point une déclaration de solidarité de personnalités occidentales à l'intention de la conférence.[7] Ladite conférence était parrainée par le *National Endowment for Democracy* (une des organisations «privées» financées par le budget américain qui est aussi indépendante du gouvernement que le Komintern l'était de l'Union soviétique) et par la Fondation du spéculateur *George Soros.* Ces deux organisations faisaient partie des instigateurs des «révolutions» de Belgrade, de Tiflis et de Kiev. Ni les chef de *Jabloko* ou de l'*Union des forces de droite* ni le *Parti communiste de la Fédération de Russie* de *Ziouganov* n'ont assisté à la conférence.

En revanche, on y a rencontré Edouard Limonov, chef du *Parti national-bolchévique de Russie* (dont le drapeau rappelle celui du parti nazi allemand sauf que dans le cercle blanc sur fond rouge figurent, à la place de la croix gammée, le marteau et la faucille) et des antisémites comme *Victor Anpilov* du mouvement stalinien *Russie au travail* ou *Sergueï Glaziev* (ancien président du parti *Rodina*).

Ce patchwork montre combien la situation de Kasparov, de Kassianov et de leurs soutiens occidentaux est désespérée. Des hommes comme *Bruce Jackson, Richard Holbrooke* du *Council of Foreign Relations*, Carl Gershman du *National Endowment for Democracy* ou *Reinhard Bütikofer* des Verts, qui ont assisté à la conférence ne participeraient certainement pas, dans des circonstances plus favorables, à une conférence avec Limonov ou Anpilov. Les nationaux-bolchéviques de Limonov, qui se font connaître par leurs provocations, assuraient la sécurité de la salle de conférences et y ont entonné leur devise préférée: «Staline, Beria, Goulag».

«Marche de ceux qui se prostituent pour des devises»

La conférence a donné naissance à une large alliance qui va de Kasparov à Anpilov en passant par Limonov mais qui ne comprend ni l'*Union des forces de droite* ni le *Jabloko* de Iavlinski. Le 16 décembre, l'alliance Kasparov-Kassianov-Limonov-Anpilov (à laquelle s'était joint *Vladimir Rychkov,* du petit *Parti républicain de Russie*) a organisé la «Marche des Mécontents» qui a rassemblé moins de 2000 manifestants encadrés par 8000 membres des forces de sécurité. Des militants du mouvement *Jeunesse russe* ont organisé une contre-manifestation où ils ont déployé une banderole portant l'inscription «Nous saluons la marche de ceux qui se prostituent pour des devises» et ont tenté d'autres perturbations. Les nationaux-bolchéviques, qui, à la fin de la manifestation sur l'ancienne Place Maïakovski, voulaient, malgré l'interdiction de la police, entamer une marche à travers le centre-ville, ont été arrêtés. La manifestation, prévue pour se dérouler de 12 h à 14 h, a duré de 12 h 30 à 13 h 20.

Les médias occidentaux se sont indignés de la présence massive de la police et des arrestations du 16 décembre. Mais nous devrions nous souvenir que les médias allemands avaient souvent qualifié auparavant le Parti national-bolchévique de Limonov de néonazi et d'extrémiste de droite, que les partisans de Limonov se sont souvent signalés par des manifestations dont les méthodes s'inspiraient de celles des néonazis occidentaux et du mouvement autonome et que Limonov aussi bien qu'Anpilov font de l'agitation en faveur d'un renversement du pouvoir par la violence. Si, en Allemagne, le bloc autonome, les néonazis et les staliniens marchaient ensemble, comment réagiraient les organes de l'Etat? Poser la question, c'est y répondre.

Empêcher l'importation de «fruits pourris»

A l'époque, l'opération du pouvoir russe contre Khodorkovski a causé un choc profond. En revanche, la grande campagne de Kasparov n'a pour le moment été qu'un coup d'épée dans l'eau et la crise de système qu'il prévoyait pour 2006 n'a pas eu lieu. Vladimir Poutine mène une politique dans l'intérêt de son pays. La plupart des Russes savent cela et le soutiennent.

Depuis que Poutine est président, l'économie russe se porte mieux et le taux de chômage est inférieur à celui de l'Allemagne. Les salaires augmentent et, contrairement à ce qui se passait à l'époque d'Eltsine, ils sont effectivement versés. Les gisements de pétrole et de gaz sont de nouveau entre les mains de la Russie. Dans d'autres secteurs économiques stratégiquement importants, l'Etat a renforcé ses positions, les terres agricoles appartiennent à l'Etat et ne peuvent qu'être affermées. Elles ne peuvent pas être achetées par des sociétés.

La Russie possède des armes modernes, elle s'est débarrassée de sa dette vis-à-vis de l'étranger et possède des réserves considérables de devises. En politique étrangère, elle poursuit ses intérêts au lieu d'être à la botte de Washington. Elle n'a pas besoin de «démocratisation» effectuée par des ONG américaines ou européennes. Une «démocratie» telle que l'entendent le *National Endowment for Democracy*, *Freedom House*, George Soros, divers think tanks et des fondations de partis allemands signifierait la liberté pour des oligarques criminels et les banques et grands groupes occidentaux de piller la Russie. Si Washington ne réussissait pas, grâce à ses pressions, à amener la Russie à modifier sa politique, Kasparov, Kassianov et leurs sponsors occidentaux pourraient se livrer à d'autres tentatives de déstabilisation (et ils seraient assurés de l'approbation de ces bonnes âmes que sont les Verts allemands). Les «Oranges» d'Ukraine se sont déjà révélées être des fruits pourris et si les autorités russes pratiquent une politique intelligente, les organes responsables de la sécurité du pays sauront empêcher l'importation de ce genre de fruits pourris. •

Source: *www.berlinerumschau.com* du 21/12/06
(Traduction *Horizons et débats)*

---

[1] An Open Letter to the Heads of State and Government of the European Union and Nato: *www.newamericancentury.org/russia-20040928.htm*

[2] *www.carnegieendowment.org/files/pb41.aslund.FINALI.pdf*

[3] *http://nato.usmission.gov/Bio/Ambassador_Nuland.htm*

[4] *www.boell.de/downloads/jahresberichte2006/Pol_Jb_Russland_2005_2006.pdf*

[5] *www.opinionjournal.com/editorial/feature.html?id_110009331*

[6] Liste des membres du National Security Advisory Council du Center for Security Policy: *www.centerforsecuritypolicy.org/index.jsp?section=static&page=nsac*
Liste des anciens membres et de leurs fonctions dans le gouvernement de George W. Bush: www.*centerforsecuritypolicy.org/index.jsp?section=static&page=nsac-gvtsvc*

[7] An Open Letter to the G-7 Leaders «The Other Russia»: *www.charter97.org/eng/news/2006/07/18/leader*
Liste des participants annoncés à la conférence «Autre Russie» : www.theotherrussia.ru/eng/list/
A propos de cette conférence, cf. également: Justin Raimondo, *Russia's Fifth Column. An unnatural alliance: Russian «liberals», commies and neo-Nazis unite against Putin*: *http://antiwar.com/justin/?articleid=9291*

La «Révolution S.à.r.l.» américaine

«Le monde a rendu un hommage admiratif presque unanime à la rébellion d'une jeune nation d'Europe de l'Est qui a voulu non seulement secouer les chaînes de ses despotes et de ses exploiteurs mais également la tutelle imposée par l'équipe de Poutine au Kremlin. N'est-ce pas un miracle que cette foule considérable ait passé des nuits dans un froid glacial sans approvisionnement approprié et sans manifester de signes de faiblesse pour chercher à imposer ses idéaux?

Les caméras des chaînes de télévision occidentales ont curieusement évité de filmer l'immense rassemblement de 1500 tentes chauffées dans lesquelles on distribuait gratuitement des repas chauds. Les reporters se sont gardés à l'époque de mentionner les activités douteuses qui avaient lieu en coulisses, les dépenses considérables allant jusqu'à la corruption qui ont permis de soutenir ce délire organisé. Les lecteurs de journaux – sans parler des téléspectateurs à qui on n'a pas fourni ces informations – ont dû attendre des mois pour être informés de manière exhaustive et exemplaire par la presse de renom sur les magouilles des sponsors américains – instituts, fondations et offices gouvernementaux – qui n'ont pas cherché à dissimuler leur immixtion subversive. A cette occasion, on a appris l'existence de ce que le *Spiegel* a appelé la «Révolution S.à.r.l.» américaine, une troupe de «révolutionnaires» internationaux qui se tient à la disposition des Services secrets américains pour renverser les régimes mal vus.»

Source: Peter Scholl-Latour: Russland im Zangengriff, Putins Imperium zwischen Nato, China und Islam, 2006, p. 386

Alliance contre nature

Les Etats-Unis soutiennent les «libéraux», les communistes et les néonazis russes contre Poutine

Extraits d'un article de Justin Raimondo

On peut lire ici dans la presse que la Russie est le théâtre d'une «xénophobie croissante», ce qui laisse entendre clairement que *Poutine* est d'une certaine manière responsable de la montée d'un nationalisme russe, qui prend parfois la forme du racisme et de l'antisémitisme, «phénomène particulièrement visible à Saint-Pétersbourg où des skinheads ont attaqué et tué plusieurs étrangers au cours des trois dernières années».

Or maintenant l'Occident accorde à ces skinheads le statut de «dissidents». Ils sont bien représentés à la conférence «Autre Russie» qui se réunit à Saint-Pétersbourg juste avant le sommet du G-8. Elle est censée donner le ton du Sommet et présenter une vitrine anti-Poutine, avec des personnages implicitement pro-occidentaux comme l'ancien conseiller économique *Andreï Illarionov,* qui reproche aux Russes de ne pas adopter assez rapidement l'économie de marché, et d'autres anciens fonctionnaires du Kremlin qui critiquent Poutine parce qu'il ne rétablit pas l'ancien système socialiste et qu'il a réduit les prestations sociales. La Conférence est soutenue par toutes sortes de personnalités occidentales et leurs homologues russes et au moins deux représentants du Département d'Etat ont été désignés pour y participer. On se demande s'ils savent, s'ils se préoccupent du fait que 20 des participants inscrits – ils sont plus nombreux que ceux de tous les autres groupes – sont des membres de l'ultranationaliste *Parti national-bolchévique* (PNB) qui vouent une grande admiration au nazisme, appellent de leurs vœux un empire eurasien s'étendant du Rhin au détroit de Béring et prônent une forme de national-socialisme qui ajoute un vernis punk et nihiliste aux versions allemande et italienne bien connues. Les membres du PNB ont participé à des manifestations provocatrices, s'emparant d'édifices, notamment d'une église qu'ils ont menacé de détruire, harcelant des officiels, dont Poutine, et se donnant en spectacle. Ils se recrutent largement parmi de jeunes révoltés mal dégrossis. L'un des membres fondateurs fait partie d'un groupe punk russe. Leur «Lider Maximo», *Edouard Limonov,* se pose en Mishima de la littérature russe bien que l'écrivain japonais ne se serait jamais abaissé à servir d'instrument à quiconque et surtout pas celui d'une puissance étrangère. Limonov, qui exprime crûment ses sentiments anti-américains corrosifs dans ses romans et ses autres écrits joue précisément ce rôle.

Ce n'est pas le groupement relativement petit et isolé des «libéraux» russes qui est à la tête du nouveau mouvement «dissident» russe. [...]

Avec leurs manifestations de protestation théâtrales, Limonov et ses partisans sont devenus les opposants à Poutine les plus véhéments et les plus visibles. Leur image de marque «extrémiste» va au-delà de la marge traditionnelle du mouvement fasciste organisé en Russie et s'adresse aux jeunes anti-globalisation qui s'imaginent être des «anarchistes» et ne sont qu'une clique en quête de chef, de n'importe quel chef pourvu qu'il soit suffisamment nihiliste et effronté. [...] Ils ne s'intéressent pas aux idées. Pour eux, n'importe quoi peut être le prétexte d'une action, l'occasion de s'exalter, d'attirer l'attention. Aussi n'est-ce pas gênant pour Limonov qu'il ait été arrêté et emprisonné avec quelques complices pour avoir acheté des armes. Leur projet était de déclencher un soulèvement au Kazakhstan. Il a passé deux ans en prison et a été libéré après que ses amis en littérature aient protesté. Il est maintenant de retour et son PNB fait la une des journaux et est très impliqué dans la Conférence Autre Rus-sie dont le nom, à y bien réfléchir, offre une ressemblance suspecte avec le titre du manifeste doctrinal du PNB de Limonov: *L'Autre Russie.* Ces longs radotages sont un mélange bizarre de nihilisme, d'ultranationalisme et d'humour involontaire. L'auteur y expose sa vision d'un Etat autoritaire dont le chef décide de tout et dont le peuple, dès la naissance, est entraîné au combat.. [...]

Tandis que des personnes aussi «respectables» que *Garry Kasparov,* champion russe d'échecs, et d'anciens officiels russes agissent sur le devant de la scène – les personnalités que sont *Stuart Eisenstadt* et *Carl Gershman* ont donné l'aval de l'Amérique à cette Conférence – le NPB se cache en coulisses et obtient une plateforme pour ses détestables idées. Il y a gros à parier qu'elle a été partiellement ou complètement financée par les contribuables américains au nom de la «promotion de la démocratie» en Russie.•

Source: http://antiwar.com/justin/?articleid=9291

(Traduction *Horizons et débats)*

«La conférence a été soutenue en partie par la *Fondation nationale pour la démocratie,* une organisation privée subventionnée par l'Etat qui promeut la démocratie dans le monde entier.

‹Notre grand espoir est qu'elle aide à faire avancer la société civile russe›, dit *Carl Gershman,* le président de la fondation.

Concernant la présence contestée du chef le NBP, *Eduard Limonov,* Gershman a dit:

‹La majorité écrasante des personnes ici présentes sont des gens qui se portent depuis toujours garants de la démocratie, et lorsque ceux-ci peuvent être ici, c'est la meilleure directive pour moi.›»

Source: *Washington Post* de juillet 2006

«Pour Lockheed, Chodorkowski et les droits de l'homme»

Comme l'auteur de ces lignes ne l'a appris que récemment, la conférence «L'autre Russie» avait reçu le 11 juillet un soutien propagandiste par une lettre ouverte aux 7 participants non-russes au Sommet du G-8, que 100 personnes de l'Europe et des Etats-Unis avaient signée. Le «Project on Transitional Democracies» était responsable de cette lettre, dont le président *Bruce Jackson* a également participé à la conférence anti-Poutine (...) Un néo-conservateur éminent a qualifié Bruce Jackson de «lien entre l'industrie de défense et nous. Il fait des traductions chez eux pour nous et chez nous pour eux» (*John B. Judis,* «Minister without Portfolio», The American Prospect, January 1, 2003). Le journaliste américain, *Tom Barry,* le qualifie de «ministre sans portefeuille» qui parle pour le gouvernement des Etats-Unis, l'industrie d'armement, le parti républicain et le réseau des think-tanks de la politique extérieure de droite. Jackson n'a – en comparaison avec beaucoup d'autres néocons – pas de passé gauche libéral. Par contre, il maîtrise plus que d'autres experts de la politique étrangère de droite tout aussi bien la rhétorique gauche-libérale concernant la démocratie et la liberté que la rhétorique du militarisme de droite.

Bruce P. Jackson a appartenu de 1979 à 1990 au service secret militaire. De 1986 à 1990, il a été fonctionnaire au Pentagone où il s'occupait des armes nucléaires et du contrôle de l'armement. Parmi ses supérieurs d'antan comptaient le «prince des ténèbres» *Richard Perle* (1981 à 1987 sous-secrétaire pour la politique internationale de sécurité au Pentagone), le fondateur et président du Center for Security Policy, *Frank Gaffney* (1987 le successeur de Perle au Pentagone), *Paul Wolfowitz* (1989 à 1993 secrétaire d'Etat pour la politique au Pentagone) et *Dick Cheney* (1989 à 1993 ministre de la Défense). De 1990 à 1993, Jackson a travaillé pour la banque d'investissement Lehman Brothers, dès 1993 il a eu un poste de directeur dans le trust d'armement Martin Marietta. Martin Marietta a fusionné en 1995 avec Lockheed pour former Lockheed Martin dont Jackson a été un des directeurs jusqu'en 1999. De 1999 à 2000, il a été vice-président pour la stratégie et la planification chez Lockheed Martin. (...) Jusqu'aujourd'hui, Bruce Jackson est lié avec son ancien chef Frank Gaffney; il est membre du Conseil pour la sécurité nationale au Center for Security Policy de Gaffney. Dans la liste des membres de ce conseil, on trouve – outre d'autres représentants du complexe militaro-industriel (l'ancien employeur de Jackson Lockheed Martin y est représenté par le vice-président *Brian Dailey*) et des intellectuels néo-conservateurs comme Richard Perle et également – un nom auquel on ne s'attendrait pas forcément dans ce contexte: *Gary Kasparow* qui avait convoqué la conférence anti-Poutine à Moscou.

Source: Hans Werner Klausen: Für Lockheed, Chodorkowski und die Menschenrechte. (Pour Lockheed, Chodorkowsi et les droits de l'homme), www.berlinerumschau.com du 7/10/06

Force de frappe américaine pour l'Europe de l'Est dans le courant de cette année

Les nouvelles bases militaires de Washington en Roumanie et en Bulgarie sont dirigées contre Moscou

par Jürgen Elsässer, Berlin

A part le projet américain d'installer des éléments d'un bouclier antimissile en Pologne et en République tchèque, ce sont surtout les nouvelles bases militaires des USA en Bulgarie et en Roumanie qui menacent la Russie. Le président russe *Vladimir Poutine* rappelait vendredi passé que son pays avait complètement rempli les obligations issues du traité de désarmement des forces conventionnelles en Europe (FCE) et qu'il avait retiré presque complètement l'armement lourd de la partie occidentale de la Russie. «En même temps nous apprenons que l'OTAN planifie de nouvelles bases en Bulgarie et en Roumanie, dont chacune hébergera 5000 soldats. La Russie désarme unilatéralement tandis que nos partenaires entassent des nouvelles armes dans la région européenne.»

Selon un traité avec la Roumanie du 6 décembre 2005 – c'était le premier traité de ce genre avec un Etat qui appartenait auparavant au pacte de Varsovie – les Etats-Unis occuperont quatre bases militaires: Mihail Kogalniceanu, au bord de la Mer Noire, les bases militaires Babadag et Smardan ainsi que Cincu. Mihail Kogalniceanu a été déjà utilisé par le passé à plusieurs reprises par les forces américaines, notamment en 2002 pour le ravitaillement des troupes d'Afghanistan. Dans ce but on avait investi trois milliards de dollars pour rénover la base. Pendant l'invasion de l'Irak, au printemps 2003, 7000 soldats, matériel militaire inclus, en provenance des bases allemandes de l'armée américaine, y faisaient halte avant d'être transportés sur le front. «C'est peut-être l'endroit en Europe qui est le plus sensible aux menaces du Moyen Orient et du Golfe», se félicitait le ministre de la défense roumain *Ioan Mircea Pascu* en juin 2003.

En décembre 2004, Mihail Kogalniceanu a été mentionné dans un fax du ministère des Affaires étrangères d'Egypte comme centre de torture américain contraire au droit international. Un rapport de l'organisation *Human Rights Watch* au sujet des «Prisons américaines secrètes en Europe» datant du 7 novembre 2005, mentionnait lui aussi explicitement la base militaire roumaine. C'est sur cette base que l'avion N313P utilisé par les services secrets des Etats-Unis pour des déplacements secrets a atterri le 23 septembre 2003.

C'est sur cette base qu'a eu lieu, en mai 2005, la manœuvre de l'Otan «Combined Endeavor» avec 1200 participants, suivie, en octobre 2005, par la manœuvre «Lone Foil» de la Royal Air Force (RAF). Un site Internet du gouvernement britannique rapportait: «Les tornados de la RAF du type GR4 ne devaient pas seulement se défendre contre les MIG-21 agiles, mais aussi contre des missiles sol-air roumains. Ceci a créé une situation de menace très réaliste pour les troupes de la RAF.»

Les Etats-Unis ont également conclu un accord de stationnement avec la Bulgarie, fin avril 2006. Selon cet accord, les Etats-Unis occupent aussi quatre bases militaires: Bezmer, Graf Ignatievo, Novo Selo et Aytos. Ils comptent commencer encore au cours de cette année le déploiement de 2500 soldats américains. Ce nombre pourrait doubler temporairement. L'accord permet aux Etats-Unis d'utiliser les bases militaires pour des interventions dans des états tiers sans consulter d'abord Sofia. Des membres des forces militaires américains jouissent de l'immunité complète. Dans ce contexte, l'affirmation de l'ambassade américaine disant que les quatre bases militaires restaient sous souveraineté bulgare est à mettre sur le compte de l'ironie.

Le magazine stratégique *Foreign Policy* compte la base aérienne Bezmer parmi les six bases militaires américaines les plus importantes au monde. Bezmer doit remplacer Burgas, base par laquelle le ravitaillement pour l'Irak a été assuré jusqu'à maintenant. Burgas a le désavantage de se trouver en plein milieu des centres touristiques du bord de la Mer Noire.

Le quartier général pour les troupes américaines dans les deux Etats sera apparemment Mihail Kogalniceanu. C'est de cette base que la nouvelle Eastern European Task Force de l'armée américaine recevra ses ordres, selon «Washington Post». Cette force de frappe regroupera «plusieurs milliers» de soldats qui peuvent être engagés au «sud-est de l'Europe, au Caucase et en Asie centrale», c'est-à-dire en aucun cas au Proche Orient, mais dans l'avant-cour stratégique de la Russie. •

(Traduction *Horizons et débats*)

La campagne du parti guerrier est un jeu avec le feu nucléaire

«Avec la tentative des Etats-Unis d'encercler la Russie par une chaîne de 'révolutions colorées', de l'Ukraine jusqu'à la Georgie et même jusqu'en Asie centrale, se termine un jeu géopolitique, un jeu qui porte en lui les risques grandissant d'un conflit violent. L'instable mélange de querelles ethniques, religieuses et politiques, qui rendent la vie dans l'ancienne République soviétique dangereuse, est un véritable bac à sable, dans lequel les divers changeurs de régimes américains peuvent jouer, et l'ampleur des problèmes qu'ils peuvent provoquer est considérable. L'infatigable campagne du parti guerrier pour humilier un Empire, un Empire qui est déjà rabaissé et écrasé, est un jeu avec le feu – avec le feu nucléaire, pour être précis. C'était une mauvaise idée de commencer la guerre froide, mais sa relance serait encore pire.»

Source: Justin Raimondo. Hassgrüsse an Moskau. Die Kriegspartei nimmt den Kreml ins Visier. (Salutations de haine envers Moscou. Le parti guerrier a l'œil sur le Kremlin), dans: www.antiwar.com du 18/4/07.

(Traduction *Horizons et débats*)

La quinta columna de Washington en Rusia

El genio del ajedrez Garri Kasparov, sus camaradas y sus bienhechores en Occidente

por Hans-Werner Klausen

Después del asesinato de la periodista *Anna Politkovskaja* y la misteriosa muerte de *Litvinenko,* miembro disidente del servicio secreto, en los medios de comunicación occidentales se ha puesto nuevamente en marcha una campaña en contra del Presidente *Vladimir Putin,* que desde la detención del oligarca *Chodorkovski* en el otoño 2003 no había cesado totalmente.

Para muchos comentaristas es un hecho: el Kremlin es el culpable. Entre las pocas opiniones razonables está la de *Peter Scholl-Latour.* Scholl-Latour señala que Putin es chequista pero que no es un tonto. Poco antes de la visita de Putin a Alemania fue asesinada Politkovskaja, y poco antes del encuentro cumbre entre Rusia y EEUU, Litvinenko.

Estas muertes seguramente no benefician a Putin. Dentro del marco de las campañas contra Putin, el 16 de diciembre de 2006, tuvo lugar una manifestación en Moscú de poca relevancia (acudieron a penas 2000 personas, lo que no es muy imponente teniendo en cuenta que Moscú cuenta con 18 millones de habitantes). Esta manifestación, en la que el campeón de ajedrez *Garri Kasparov* fue el orador más prominente, obtuvo mucha publicidad.

Furia de los imperialistas occidentales por habérseles arruinado el negociado del petróleo

La campaña en contra de Rusia empezó con la detención de Chodorkovski. *Rainer Rupp* constató en el periódico „Junge Welt“: „La vehemencia con la que se llevó a cabo la destructiva campaña de propaganda en contra de Putin, refleja la furia de los imperialistas occidentales, a cuyos planes de apoderarse de las riquezas naturales rusas a bajo costo, Putin les puso una traba. Los frentes están claros ya desde el momento en que Putin impidió que el jefe de *Yukos,* Michail Chodorkovski, estafador y multimillonario repentino, lograra vender, en un negociado gigantesco con Occidente, reservas de petróleo robadas (casi la mitad de las reservas rusas). Después de las orgías de privatizaciones bajo el gobierno de *Boris Yeltsin,* amigo de EEUU, Putin fue recuperando, desde el comienzo de su gobierno, cada vez más reservas naturales, para ponerlas nuevamente bajo control estatal.

Los imperialistas de occidente están indignados sobre esta opresión de los „derechos humanos“ del capitalismo, y se valen de todos los medios para vender a la opinión pública a Chodorkovski y ahora a Litvinenko como los mártires y víctimas de „Putin, el Terrible“ („Junge Welt“ del 20.12.2006).

Ataque de los neocons a Rusia

El 28 de septiembre de 2004 se publicó una carta abierta de 115 europeos y norteamericanos en contra de la política de Putin. Entre los firmantes figuraban neocons, imperialistas liberales y verdes.[1] En diciembre de 2004, con la „Revolución Anaranjada“ en Kiew, Washington logró progresar en su política de aislamiento hacia Rusia.

El 12 de agosto de 2005, *Anders Aslund,* ex-director para programas rusos y extranjeros de la Fundación Carnegie *(Carnegie Endowment for International Peace)*, y también firmante de la carta abierta del 28 de septiembre de 2004, publicó un informe bajo el título: “El ocaso de Putin y la respuesta de América“. Aquí Aslund da recomendaciones a la Administración de EEUU, las que, en principio, son un llamado a financiar otra revolución, esta vez en Rusia.

Aslund escribió en su informe: „La ayuda americana debe ser orientada, sobre todo, a realizar un control de las elecciones. Por experiencia, las organizaciones no estatales son las más indicadas al respecto… Los Estados Unidos pueden prestar ayuda a la Organización independiente Exit Polls el día de la votación. Muy efectivas resultaron acciones de protesta en los países de la región dirigidas por organizaciones estudiantiles como „Otpor“ en Serbia, „Kmara“ en Georgia, „Subr“ en Bielorrusia y „Pora“ en Ucrania. Sus métodos son bien conocidos. Estas experiencias pueden y deben ser expandidas en Rusia.“[2] En la oficina en Bruselas de la Fundación Carnegie (que también financia organizaciones no gubernamentales) tiene su asiento el neoconservador *Robert Kagan* (uno de los fundadores del órgano central neoconservador Weekly Standard y del Project for the New American Century). La esposa de Kagan, *Victoria Nuland,* fue consejera suplente para seguridad nacional en la oficina del vicepresidente americano *Cheney* de 2003 hasta 2005, y embajadora americana en la OTAN.

En su biografía oficial se puede leer: „A career foreign Service Officer, she was Principal Deputy National Security Advisor to Vice President Cheney from July 2003 until May 2005 where she worked on the full range of global issues, including the promotion of democracy and security in Iraq, Afghanistan, Ukraine, Lebanon and the broader Middle East.“[3]

Sostén ruso para intereses norteamericanos

En noviembre de 2005, el congreso americano aprobó, dentro del presupuesto del año 2006, 4 millones de dólares para la promoción de partidos políticos en Rusia. El que lea los informes sobre la resolución del congreso americano o el informe de Aslund, podrá comprender porqué la Duma del Estado a fines de 2005 despidió una nueva ley para un mejor control de las actividades de organizaciones no gubernamentales.

Aslund designó al ex-primer ministro *Michail Kasjanov* como candidato predilecto para una función directiva de las acciones en contra de Putin. Kasjanov fue primer ministro desde enero del 2000 hasta febrero del 2004, mantenía excelentes relaciones con Yeltsin y con oligarcas como *Beresovski* y *Leonid Nevzlin,* el representante de Chodorkovski. En el año 2005 Kasjanov dió a conocer que presentaría su candidatura para las elecciones presidenciales en 2008. Kasjanov fundó un partido propio, la *Unión Democrática Popular* y se unió al *Frente Cívico Unido* del ex campeón mundial de ajedrez Garri Kasparov. La fundación *Heinrich-Böll-Stiftung,* simpatizante de los oponentes a Putin, escribió sobre Kasjanov: „Una gran mayoría en Rusia sigue viendo su imágen en conección con la crisis económica y la corrupción durante la presidencia de Yeltsin.“[4]

Garri Kasparov (Kasparov sobre Kasparov: „Ciudadano ruso y cosmopolita“) es, dentro de la oposición pro-occidental y contraria a Putin, la única figura popular en todo el país. La mayoría de los políticos liberales hicieron todo lo posible para perder la simpatía de los rusos en la era Yeltsin. Kasparov en cambio es sólo conocido como genio del ajedrez (según escribió el periódico pro-Kasparov „Die Welt“, el 18 de diciembre de 2006: “Nacido en Bakú, a orillas del mar Caspio, en1963, bajo el nombre de Garik Weinstein“). Kasparov, quien predijo para el año 2006 una crisis inevitable del sistema similar a la de Ucrania en el 2004, tiene con el *Congreso Panruso* y el *Frente Cívico Unido* sus propias organizaciones políticas. *Irina Chakamada,* la política liberal candidata en las elecciones presidenciales de 2004, pertenece al *Congreso Panruso*. Los dirigentes de los partidos liberales asentados – *Unión de las Fuerzas de Derecha* (SPS) y el *Partido Jaklobo* bajo Grigori Javlinski – no parecen aceptar a Kasparov como su nuevo jefe. Pero Kasparov tiene otros aliados.

Kasparov – ciudadano americano y miembro de Think tanks neoconservadores

Kasparov, que tiene tanto la nacionalidad rusa como la americana, exigió el 16 de diciembre de 2006 que se excluyera a Rusia de la cumbre del G-8. Exigencias similares habían sido hechas anteriormente por *Richard Perle,* el neoconservador „Príncipe de las tinieblas“ y los preferidos de los neocons entre los senadores, *John McCain* y *Joseph Lieberman*. Kasparov publicó el 2 de diciembre de 2006 un artículo en el „Wall Street Journal“: „Chessboard Endgame: Obsessed with Iraq, we've lost sight of the rest of the world“ (con „nosotros“ se refiere Kasparov a EEUU).[5] En este artículo Kasparov exige una línea más dura de Washington con respecto a Rusia y sobre la guerra del Iraq dice: “However, if you attack Iraq, the potential to go after Iran and Syria must also be on the table.“ Es la misma propaganda bélica que podemos oir de parte de Richard Perle, *Michael Ledeen, William Kristol* o *Frank Gaffney.*

Kasparov no sólo está unido a la camarilla neoconservadora por sus puntos de vista sino también institucionalmente. Kasparov es miembro del Consejo para asesoramiento sobre seguridad nacional *(National Security Advisory Council* – NSAC) del Think tank *Center for Security Policy* (CSP), cuyo director es Frank Gaffney, un protegido de Richard Perle.

Otros miembros del Consejo son políticos, neoconservadores, generales y almirantes retirados (la mayoría posiblemente conectados con el complejo militar – industrial por contratos de asesoramiento), y representantes de la industria armamentista. Los miembros de honor del Consejo son: el senador republicano *John Kyl* (cercano a la derecha cristiana) y *James Woolsey* (desde 2002 hasta 2005 miembro del Consejo de Administación de la „Organización de derechos humanos“ Freedom House, vicepresidente de la Empresa de Asesoramiento *Booz Allen Hamilton* – uno de los más grandes contratistas del gobierno, propagandista de la „Cuarta Guerra Mundial“ – y desde 1993 hasta 1995 jefe de la CIA).[6] Como jefe del *Freedom House,* Woolsey fue uno de los instigadores de la „Revolución anaranjada“.

Activo instigador de “revoluciones“ en Belgrado, Tiflis y Kiev

Poco antes de la cumbre del G-8 Kasparov y Kasjanov organizaron una conferencia anti-Putin bajo el nombre „Drugaja rossija“ (la otra Rusia) en la que tomaron parte diplomáticos de occidente y representantes de conocidas organizaciones occidentales *(Council on Foreign Relations, National Endowment for Democracy, Project on Transitional Democracies, Heinrich-Böll-Stiftung, Carnegie-Stiftung* etc.)

Bruce Jackson organizó una lista de direcciones de solidarios para la conferencia.[7] Jackson pertenece al *Project on Transitional Democracies* y es una de las figuras más importantes dentro de la agrupación de los Neocons y militaristas. Al igual que Kasparov está representado en el *National Security Advisory Council* en el CSP.

La conferencia fue financiada por el *National Endowment for Democracy* (NED) una organización privada financiada por Washington (que es tan independiente del gobierno de EEUU como la Comintern de la Unión Soviética) y por la fundación del especulante monetario *George Soros.* Ambas organizaciones fueron las instigadoras de las „revoluciones“ en Belgrado, Tiflis y Kiev. En la conferencia no estuvieron presentes ni los dirigentes de Yabloko y la Unión de las fuerzas de Derecha, como tampoco el Partido comunista de la Federación Rusa de *Sjuganov*. En cambio estuvo presente el jefe del Partido Nacional Bolchevique de Rusia (NBP) *Eduard Limonov* – cuya bandera recuerda a la del NSDAP sólo que en lugar de la cruz esvástica, en el círculo blanco de la bandera roja, tiene el martillo y la hoz – además de antisemitas como *Viktor Anpilov* del movimiento estalinista *Trudowaja Rossija* o *Serjej Glasjev* ex-presidente del partido *Rodina.* Esta combinación tan multicolor denota cuán desesperada es la posición de Kasparov, Kasjanow y sus amigos occidentales. Hombres como Bruce Jackson, *Richard Holbrooke* del *Council on Foreign Relations, Carl Gershman* del *National Endowment for Democracy* o *Reinhard Bütikofer* de los Verdes, que tomaron parte en la conferencia, seguramente bajo mejores condiciones no participarían en una conferencia conjunta con Limonov o Anpilov. Los Bolcheviques Nacionales de Limonov – que logran popularidad a través de sus provocaciones – tenían a cargo la protección de la sala de conferencias y recitaron su coro preferido „Stalin – Berija – Gulag“.

„Marcha de los políticos divisas-prostitutos“

De la conferencia *Drugaja Rossija* resultó una amplia coalición desde Kasparov hasta Limonov y Anpilov pero sin la Unión de las Fuerzas de Derecha ni *Yabloko* de *Yavlinski.* El 16 de diciembre, la alianza Kasparov-Kasjanov-Limonov-Anpilov y *Vladimir Ryshkow* del pequeño *Partido Republicano Ruso,* organizaron la „Marcha de los disconformes“ en la que participaron 2000 personas bajo la vigilancia de 8000 miembros de las fuerzas de seguridad. Miembros del movimiento *Juventud Rusa* hicieron una manifestación en contra, desenrollaron un transparente en el que decía „Saludamos la marcha de los políticos divisasprostitutos“ e intentaron otras formas de provocación. Al final de la manifestación en la antigua Plaza Majakovski, bolcheviques nacionalistas quisieron iniciar una marcha a través del centro de la ciudad, ignorando la presencia de la policía, y fueron detenidos. La manifestación que estaba anunciada de las 12 a las 14 horas tuvo lugar de las 12.30 hasta las 13.20. Los medios de occidente protestaron vehementemente por la masiva presencia policial y los arrestos del 16 de diciembre. Debemos recordar que el partido Bolchevique Nacional de Limonow, anteriormente, en los medios alemanes, se lo consideraba como

Continuación página 12

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: _____

Rue / Nº: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

«Explorons le droit humanitaire» (IV)

Programme éducatif multimédia du Comité international de la Croix-Rouge

par Marie-Louise Wenzinger et Marianne Wüthrich

Dans le module 2, les élèves ont appris les fondements du droit humanitaire. Ils ont analysé la nécessité de fixer des règles et en cas de violations, les conséquences pour les victimes. Dans le module 3, les élèves travaillent sur des témoignages de personnes ayant vécu la guerre et ils se rendent compte des raisons qui amènent à violer les règles.

Module 3: Le droit en action

L'objectif de cette unité exigeante est que les élèves arrivent à identifier les violations du droit humanitaire. Ils doivent se rendre compte qu'une réaction en chaîne peut se produire, une violation en entraînant une autre.

Comment une violation du droit humanitaire en entraîne une autre

Les élèves lisent tout d'abord le chapitre sur les «voies de la guerre». Voici quelques exemples:

Un soldat: «Bien souvent, des soldats avaient troqué leur uniforme contre des vêtements civils. Alors, comment faire la différence entre un soldat et un civil? Dans ce cas, si vous attaquez une ville, il faut tuer tout ce qui bouge.»

Un ancien détenu: «L'autre problème, c'est le manque de planification. Quand on capture quelqu'un, on ne sait pas quoi faire de lui. C'est pourquoi des soldats tuent leurs prisonniers.»

Un ancien combattant: «L'Armée ne pouvait pas prendre les villages; elle a donc empêché l'aide humanitaire de parvenir jusqu'aux villages. C'est la stratégie qu'ils utilisent pour créer la famine, et ils n'ont pas le droit de faire ça.»

A partir des «voies de la guerre», les élèves comparent ces actes avec les règles de base du droit international humanitaire: Lesquelles ont été violées? Quelles sont les raisons qui ont conduit aux violations? Par une analyse approfondie, les élèves sont amenés à réfléchir sur les réactions en chaîne qui provoquent de tels actes. Ils arrivent à comprendre comment elles peuvent se produire.

Analyse de situations de dilemme

Après que les élèves ont pris connaissance de nombreuses violations des droits de l'homme, ils analysent des situations de dilemme fondées sur des expériences vécues par des soldats en situation de combat. Les soldats confrontés quotidiennement à la guerre doivent souvent prendre des décisions qui les plongent dans des conflits de toutes sortes: leur propre sécurité celle de leurs subordonnés ou celle des prisonniers est compromise. Souvent, la distinction entre civils et combattants est difficile ou délibérément brouillée. Pourtant, il est important de la maintenir pour que le droit humanitaire puisse être appliqué.

Un texte évoquant des situations de dilemme décrit un groupe de combattants pour la liberté. «Ils se rendaient en Jeep dans un village dont les environs avaient été bombardés. Ils cachèrent la Jeep sous des arbres. Les avions de chasse revinrent à basse altitude et larguèrent leurs bombes. Alors les habitants du village prièrent les combattants de partir, car leurs enfants étaient en danger. Un soldat déclara: «Vous devriez faire sortir vos enfants et les emmener dans les champs. Nous ne pouvons pas déplacer la Jeep en ce moment; sinon les pilotes des avions la verront. Nous combattons pour vous, pour vous défendre, pour votre liberté. Si vous nous forcez à partir maintenant et si nous sommes tués, vous aurez aidé l'ennemi. Votre devoir, c'est de creuser des caves ou des abris contre les bombes pour mettre vos femmes et vos enfants en sécurité.»

Un des groupes d'élèves doit se mettre à la place de résistants: «Vous êtes le groupe de résistants: que faites-vous?» Comment agir dans cette situation? Quelles conséquences aura chaque acte? En même temps, les élèves doivent tenir compte des impératifs du droit humanitaire, des circonstances qui pourraient influencer leur choix, par exemple le manque de temps, les dangers immédiats, etc. Ensuite, les différents groupes font part de leurs réflexions à leurs camarades. Dans leur présentation, ils doivent évaluer la situation de dilemme en se référant aux règles du droit humanitaire applicables dans ce cas. Ils disent ce qu'ils feraient et donnent les raisons de leurs décisions.

Finalement, les élèves sont amenés à réfléchir sur ce qu'il faut faire pour limiter de telles violations du droit humanitaire. Ils approfondissent leur connaissance du droit humanitaire.

Article 48 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève:
«En vue d'assurer le respect et la protection de la population civile et des biens de caractère civil, les Parties au conflit doivent en tout temps faire la distinction entre la population civile et les combattants ainsi qu'entre les biens de caractère civil et les objectifs militaires et, par conséquent, ne diriger leurs opérations que contre des objectifs militaires.»

Article 50
«En cas de doute, ladite personne sera considérée comme civile.»

Qui est responsable?

«Sans le droit humanitaire, il n'y a pas de lumière au bout du tunnel.»

De nombreuses personnes doivent contribuer à respecter le droit humanitaire: les gouvernements de tous les Etats, les officiers et les soldats ont tous une part de responsabilité.

Le module 3 se termine par une étude détaillée et bouleversante du massacre de *My Lai*. Que s'est-il passé? En mars 1968, pendant la guerre du Viêt Nam, la compagnie américaine «Charlie» a assassiné la totalité de la population civile du village de My Lai: les femmes, les enfants, les personnes âgées. En moins de quatre heures, plus de 500 civils vietnamiens sans armes furent massacrés et leur village entièrement détruit.

My Lai – que fallait-il faire?

A l'aide d'informations, les élèves se mettent dans la peau des soldats à la veille du massacre. Grâce à des fiches, ils font la connaissance de quelques soldats et officiers qui y ont participé. Chaque groupe d'élèves essaie d'imaginer les pensées d'un des participants: «Imaginez comment il va se comporter […] lorsqu'il sera face à des villageois à My Lai.» Ensuite, les élèves apprennent ce qui s'est réellement passé.

Ils découvrent dans un documentaire impressionnant que les différents soldats et officiers ont réagi de diverses manières. Quelques-uns ont refusé d'obéir à l'ordre mais la plupart ont tué. Selon le droit humanitaire, tout soldat ou officier doit refuser d'obéir à des ordres contraires au droit humanitaire. Même si on lui a ordonné de tuer des civils, il ne peut échapper à des sanctions. Les spectateurs sont impressionnés de voir combien de soldats souffrent encore aujourd'hui d'avoir pu faire une chose pareille.

Un ancien tireur de la compagnie «Charlie»: «Ceci est ma vie […] c'est mon passé, c'est mon présent, c'est mon futur. Je conserve cet album pour ne pas oublier que c'est ce que je suis. Voilà ce qui m'a fait ce que je suis.»

Un ancien radio: «La chose qui m'a le plus perturbé, c'était ce garçon…c'est la scène qui me hante, ce garçon qui avait eu le bras arraché; son bras pendait encore à moitié et il avait un air de stupeur sur le visage, comme s'il disait «Qu'est-ce que j'ai fait, qu'est-ce qui se passe?» C'est difficile à décrire […] il n'arrivait pas à comprendre. J'ai tiré, je l'ai tué. J'aimerais pouvoir dire que je l'ai tué par miséricorde, parce que quelqu'un d'autre l'aurait tué de toute manière. Mais ça ne peut pas se justifier.»

Les élèves sont maintenant amenés à réfléchir à beaucoup de questions: Pourquoi les soldats ont-ils infligé cette souffrance horrible aux civils? Pourquoi d'autres ont-ils refusé? Les élèves réfléchissent sur ce qui devait se passer après le massacre. Ils apprennent que le droit humanitaire n'a pas du tout été appliqué. Au contraire: le massacre a été dissimulé au sein de l'armée américaine. Une année après, le soldat *Ron Ridenhour*, qui n'y avait pas participé, a rendu public l'événement. La justice militaire américaine n'a pas tenu compte de la gravité exceptionnelle de cette violation du droit humanitaire. A part le lieutenant *Calley*, les meurtriers soit n'ont pas été accusés soit ont été acquittés. Calley a été libéré quelques années plus tard.

Ce résultat insatisfaisant conduit ensuite les élèves au module 4: Pourquoi la justice est-elle nécessaire? Comment la justice peut-elle être rendue? Qui doit juger les accusés?

«Très rares sont ceux qui, dans ces circonstances, ont eu assez de présence d'esprit et de force de caractère pour s'en tirer honorablement. La plupart, et même des soldats que je connaissais, n'y sont pas parvenus. J'ai été ébahi de constater qu'ils avaient fait le mauvais choix. Il ne leur reste plus qu'à vivre avec ce passé. Comme moi, comme nous tous.»

(Ron Ridenhour, ancien combattant de la guerre du Viêt Nam)

«J'obéis à nos généraux lorsque leur ordre est vertueux, mais je n'obéis pas si cet ordre est néfaste, et ici comme à Troie, j'exposerai ma nature libre afin de combattre mon ennemi avec honneur.»

(paroles d'Achille dans Iphigénie à Aulis d'Euripide)

Article 146 de la IVe Convention de Genève:

«Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toute mesure législative nécessaire pour fixer les sanctions pénales adéquates à appliquer aux personnes ayant commis, ou donné l'ordre de commettre, l'une ou l'autre des infractions graves à la présente Convention définies à l'article suivant.»

Article 147:

«Les infractions graves visées à l'article précédent sont celles qui comportent l'un ou l'autre des actes suivants, s'ils sont commis contre des personnes ou des biens protégés par la Convention: l'homicide intentionnel, la torture ou les traitements inhumains, y compris les expériences biologiques, le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé, la déportation ou le transfert illégaux, la détention illégale, le fait de contraindre une personne protégée à servir dans les forces armées de la Puissance ennemie, ou celui de la priver de son droit d'être jugée régulièrement et impartialement selon les prescriptions de la présente Convention, la prise d'otages, la destruction et l'appropriation de biens non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire.»

«La quinta columna de Washington …»
Continuación de la página 11

neonazista o extremista de derecha, que los simpatizantes de Limonow se hacían notar usando métodos de los neonazis de occidente como también de grupos autónomos, y que Limonow al igual que Anpilow agitaban para la caída del poder estatal. Si en la República Federal de Alemania marcharan juntos el bloque autónomo, neonazis y estalinistas, ¿cómo reaccionarían los órganos estatales? El hacer la pregunta significa el contestarla.

Evitar la importación de „frutas echadas a perder"

La acción de los órganos estatales rusos en contra de Chodorkovski fue en su momento un golpe que resultó. La gran acción de Kasparov en cambio fue un golpe en el vacío y la crisis del sistema que predijo para 2006 no se produjo. La política que sigue Vladimir Putin corresponde a los intereses nacionales. La mayoría de los rusos lo saben y por eso apoyan a su presidente. Desde que Putin es presidente, hay un crecimiento económico en Rusia, el número de desocupados es menor que en Alemania, los sueldos aumentan (y se pagan, a diferencia de la era de Yeltsin), los campos de petróleo y gas están nuevamente en posesión rusa, en otras esferas de la economía el estado ha fortalecido su posición, los campos de cultivo están en manos de dueños rusos y pueden ser alquilados pero no comprados por empresas, Rusia posee armamentos modernos, se ha liberado de su deuda externa y cuenta con reservas monetarias importantes. En política exterior, el Kremlin persigue sus intereses propios en lugar de dejarse manejar por Washington. Rusia no necesita una „democratización" a través de las ONGs de EEUU y de la UE. Una „democracia" como la que persiguen el *National Endowment for Democracy, Freedom House*, George Soros, diversos Think tanks o fundaciones de los partidos alemanes, sería la vía libre para oligarcas criminales, bancos y multis occidentales para saquear a Rusia y sus habitantes. Una „democracia" de ese estilo ya la conocieron los rusos durante la era de Yeltsin. Si Washington no logra con presiones que Rusia cambie su política, entonces Kasparov, Kasjanov y sus benefactores occidentales seguirán tratando de destabilizarla. Seguramente contarán con el aplauso de los buenos verdes en Alemania. Las naranjas de Ucrania ya han demostrado ser frutas echadas a perder, y con una política inteligente de los dirigentes políticos los órganos de seguridad en Rusia van a evitar la importación de tales frutas. •

---

1 An Open Letter to the Heads of State and Government Of the European Union and Nato newamericancentury.org /russia-20040928.htm
traducción alemana: http://www.russlandanalysen.de/content/media/Russlandanalysen39.pdf

2 http://www.carnegieendowment.org/files/pb41.aslund.FINALI.pdf

3 cita de: Biography, Victoria Nuland, United States Permanent Representative to the North Atlantic Treaty Organization (Nato), http.//nato.usmission.gov/Bio/Ambassador_Noland.htm

4 http://www.boell.de(downloads/jahresberichte2006/Pol_Jb_Russland-2005-2006.pdf

5 Chessboard Endgame. Obsessed with Iraq, we've lost sight of the rest of the world. By Garri Kasparov http://www.opinionjournal.com(editorial/feature.html?id=110009331

6 Lista de miembros del National Security Advisory Council del CSP:
http://www.centerfor http://www.centerforsecurity-policy.org/index.jsp?section=static&page=nsac-gvtsvc

7 An Open Letter to the G-7 Leaders „The Other Russia", http://charter97.org/eng/news/2006/07/18/leader
Lista de los participantes de la conferencia „Drugaja Rossija", http://www.theotherrussia.ru/eng/list/
Sobre la conferencia ver además: Justin Raimondo: Russia`s Fifth Column. An unnatural alliance: Russian „liberals", commies and neo-Nazis unite against Putin

http://antiwar.com/justin/?articleid=9291
Fuente: *www.berlinerumschau.com* del 21/12/06